

**BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**



**CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

*Janvier 2003*

## SOMMAIRE

<b>APERÇU GENERAL.....</b>	<b>1</b>
<b>I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>2</b>
<b>II – CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L’UNION.....</b>	<b>5</b>
II-1 - Activité agricole.....	5
<i>II-1-1 - Cultures vivrières.....</i>	<i>5</i>
<i>II-1-2 - Cultures d’exportation.....</i>	<i>6</i>
II-2 - Activité minière .....	8
II-3 - Activité industrielle.....	8
II-4 - Prix à la consommation.....	9
II-5 - Finances publiques .....	11
II-6 - Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	14
<i>II-6-1 - Situation monétaire.....</i>	<i>14</i>
<i>II-6-2 - Opérations sur le marché interbancaire .....</i>	<i>17</i>
II-7 - Evolution du marché financier régional.....	19
II-8 - Relations avec l’extérieur et évolution des transferts.....	20
<i>II-8-1 - Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation             de ressources extérieures.....</i>	<i>20</i>
<i>II-8-2 - Etat d’exécution des programmes économiques et financiers.....</i>	<i>21</i>
<i>II-8-3 - Evolution des transferts.....</i>	<i>26</i>
<b>III- LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>27</b>

## APERÇU GENERAL

En janvier 2003, l'**environnement international** a été affecté par les risques croissants de guerre en Irak et la hausse des cours du pétrole qui en a résulté. Aux résultats peu satisfaisants de la plupart des grandes entreprises s'ajoutent la baisse de la consommation des ménages, la hausse du chômage dans les pays industrialisés et la morosité des marchés boursiers. Dans ce contexte, la résurgence des tensions inflationnistes a conduit les principales banques centrales à la prudence, maintenant inchangés leurs principaux taux directeurs.

**Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine**, les économies se sont ressenties de l'impact des perturbations dans les approvisionnements en produits de consommation intermédiaire et dans les circuits de commercialisation des principaux produits de base exportés, du fait de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire. Le niveau général des prix à la consommation a baissé, en rythme mensuel, de 0,2%, en janvier 2003, en liaison principalement avec l'amélioration de l'offre de céréales dans la plupart des Etats membres, notamment ceux du Sahel à la suite de la disponibilité sur les marchés des récoltes de la campagne agricole 2002-2003.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une évolution mitigée. Certains Etats ont enregistré un accroissement relativement soutenu des dépenses accentuant les déficits publics, tandis que d'autres ont dégagé des excédents budgétaires en relation avec le faible niveau d'exécution des dépenses.

A fin janvier 2003, la situation monétaire a été caractérisée par un renforcement de la position extérieure des institutions monétaires, un repli du crédit intérieur en relation avec la baisse des crédits à l'économie et l'amélioration de la Position Nette des Etats. Reflétant l'accroissement des avoirs extérieurs, la masse monétaire s'est inscrite en hausse.

Sur le *marché financier*, les indices de référence de la BRVM ont poursuivi leur tendance baissière. Le volume des transactions sur le marché des actions a baissé, tandis que sur le compartiment des obligations, il s'est inscrit en hausse.

Les *transferts émis et reçus*, via la Banque Centrale, se sont soldés par des entrées nettes de devises de 171,4 milliards en janvier 2003 contre 151,9 milliards un mois auparavant.

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En janvier 2003, l'économie mondiale est demeurée confrontée à la morosité des marchés financiers, à la détérioration des résultats des entreprises et à la hausse des cours mondiaux du pétrole.

**Aux Etats-Unis**, le produit intérieur brut a progressé de 0,7% en rythme annuel au quatrième trimestre 2002 contre 4% au troisième trimestre, essentiellement tiré par l'augmentation de 10% des dépenses publiques et de 1% de la consommation des ménages. Toutefois, les incertitudes géopolitiques et la montée du chômage se sont reflétées sur le dynamisme de la demande intérieure. Ainsi, la production industrielle s'est inscrite en retrait de 0,5% d'un trimestre à l'autre contre une progression de 0,3% au troisième trimestre 2002. Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2001, la productivité a reculé de 0,2% sur les trois derniers mois de l'année, après une hausse de 5,5% au troisième trimestre.

Les derniers indicateurs conjoncturels du mois de janvier 2003 confortent cependant les perspectives de reprise économique en 2003. Ainsi, pour la première fois depuis six mois, la production industrielle a augmenté de 0,7% par rapport au mois précédent, après une baisse de 0,7% en décembre 2002. Ce redressement s'explique, en partie, par la performance dans le secteur de l'automobile. De même, le taux d'utilisation des capacités de production a progressé, s'établissant à 75,7%, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à décembre 2002. En outre, les commandes de biens durables ont progressé de 1,9% d'un mois à l'autre.

**Au Japon**, le produit intérieur brut a augmenté, en termes réels, de 0,5% d'un trimestre à l'autre contre 0,8% au trimestre précédent. L'activité économique reste soutenue essentiellement par les exportations, dont la contribution au PIB est de 0,4 point de pourcentage. Le manque de vigueur des réformes structurelles a pesé sur l'évolution de l'activité économique, confrontée en fin d'année 2002 à la baisse de la production industrielle, au plus bas depuis 15 ans, et à un niveau de chômage record. Les dépenses des ménages, qui contribuent à hauteur de 60% à la formation du PIB, se sont contractées de 2,4% au quatrième trimestre 2002 par rapport au troisième trimestre, traduisant l'impact de la baisse des salaires et des réductions d'effectifs.

Le profil des indicateurs de conjonctures du mois de janvier 2003 est contrasté. La production industrielle s'est inscrite en hausse de 1,5% par rapport à décembre 2002, après quatre mois consécutifs de baisse. La consommation des ménages a progressé de 2,8% d'un mois à l'autre. Cependant, le taux de chômage a enregistré une remontée, s'établissant à 5,5% durant la période sous revue contre 5,3% en décembre 2002. Les exportations, l'un des principaux moteurs de la croissance, ont reculé de 5,1% en janvier par rapport à décembre 2002. Reflétant l'atonie de la demande intérieure, les importations se sont repliées de 3,1%.

Dans la **zone euro**, l'activité économique est demeurée atone au quatrième trimestre 2002. Ainsi, le taux de croissance du PIB s'est établi à 0,2% contre 0,4% au trimestre précédent. Cette faiblesse traduit la baisse tendancielle des investissements qui ont reculé de 2,4% au dernier trimestre 2002, après un repli de 0,5% au troisième trimestre. Les exportations se sont également repliées, en relation avec le tassement de la demande étrangère, aggravé par l'impact de l'appréciation de la production industrielle, en baisse de 1,5% en décembre 2002 par rapport au mois de novembre 2002 et de 0,1% en septembre 2002. En glissement annuel, le secteur industriel a régressé de 0,5%.

Les indicateurs conjoncturels de janvier 2003 laissent apparaître une évolution favorable de l'activité dans les deux principales économies de la zone. En *France*, la production industrielle a augmenté de 0,8% en janvier par rapport à décembre 2002, tandis que l'activité manufacturière s'est accrue de 1,8%. En *Allemagne*, après s'être contractée de 3,5% en décembre 2002, soit sa plus forte chute mensuelle de ces huit dernières années, la production industrielle s'est inscrite en hausse de 1,6% au cours de la période sous revue.

**Au Royaume-Uni**, le produit intérieur brut a augmenté de 0,4% au quatrième trimestre 2002 par rapport au trimestre précédent. En rythme annuel, la croissance a été de 2,1%, sous l'effet notamment de la progression de 1,1% au quatrième trimestre 2002 et de 2,5%, sur l'ensemble de l'année 2002, de l'activité des services. Les dépenses des ménages, qui constituent l'un des principaux soutiens de l'économie ces dernières années, ont augmenté de 1,0% au quatrième trimestre, après une hausse de 0,8% au cours des trois mois précédents. La production manufacturière a, pour sa part, baissé de 0,9% au quatrième trimestre 2002, son septième recul en huit trimestres. La production industrielle a également affiché de mauvaises performances, reculant de 0,2% au quatrième trimestre et de 3,5% en 2002.

Les derniers indicateurs de janvier font état d'une augmentation, en rythme annuel, de 0,3% de la production industrielle, après une baisse enregistrée depuis plus de quatre mois. Ce redressement semble essentiellement dû à un phénomène de rattrapage dans le secteur informatique, la production d'ordinateurs ayant augmenté, en rythme mensuel, de 24,1% en janvier. La production manufacturière a, pour sa part, baissé de 0,5%. La consommation des ménages a reculé de 1% au cours de la période sous revue.

**Les prix** ont poursuivi leur tendance à la hausse durant le mois de janvier 2003, confirmant l'évolution observée en décembre 2002. Ainsi, aux *Etats-Unis*, le taux d'inflation a été de 0,3% en janvier 2003. Le risque d'une guerre en Irak et la vague de froid qui a sévi dans le Nord-Est des Etats-Unis sont à l'origine d'une hausse de 4,0% du coût de l'énergie. En glissement annuel, l'inflation est ressortie à 2,6%, après un taux de 2,4% enregistré en décembre 2002.

Dans la *zone euro*, le taux d'inflation, appréciée à travers la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation, est ressorti à 2,2% en janvier 2003 contre 2,3% en décembre 2002. Au *Japon*, le niveau général des prix à la consommation a poursuivi sa baisse, se réduisant en glissement annuel de 0,4% en janvier, après un repli de 0,3% un mois plus tôt, reflétant l'accentuation de la déflation et la morosité de la consommation domestique. Au *Royaume-Uni*, les prix du détail ont augmenté dans la même proportion qu'en décembre 2002, soit 2,7% en glissement annuel.

Au cours de la période sous revue, aucune des banques centrales des pays industrialisés n'a modifié ses taux d'intérêt. Aux Etats-Unis, depuis le 6 novembre 2002, le taux objectif des fonds fédéraux et le taux d'escompte sont restés inchangés respectivement à 1,25% et 0,75%. Sur le compartiment du marché monétaire à trois mois, les taux se sont repliés, passant de 1,35% en décembre 2002 à 1,30% le mois suivant. Les emprunts obligataires ont également été marqués par une sensible décrue des taux à 10 ans, dans la perspective d'une baisse des taux de la Fed. La BCE a décidé de maintenir inchangés ses taux de refinancement, de dépôt et des prêts marginaux, respectivement à 3,25%, 2,25% et 4,25%. L'EONIA, taux moyen du marché interbancaire, s'est détendu de 30 points de base, ressortant en moyenne à 2,79% en janvier 2003, tandis que les rendements des emprunts à long terme, poursuivant leur évolution baissière, se sont inscrits en retrait de 14 points de base à 4,27%. Au Royaume-Uni, le taux d'intervention a également été maintenu inchangé à 4%. Au Japon, un statu quo a été décidé durant la période sous revue, laissant le taux d'escompte à 0,10%.

Les évolutions sur **les marchés des changes** ont été marquées par la poursuite du raffermissement de l'euro vis-à-vis des principales devises du système monétaire international.

L'aggravation du déficit américain des transactions courantes et l'accentuation des doutes sur la capacité des autorités japonaises à enrayer la spirale déflationniste se sont traduites par des arbitrages au profit de l'euro. La monnaie unique européenne a, durant le mois de janvier 2003, accentué son appréciation, ressortant en moyenne à 1,062 dollar contre 1,018 dollar en décembre 2002, soit une progression de 4,3%. L'euro s'est apprécié de 1,5% par rapport au yen pour ressortir à 126,115 yens, tandis qu'il s'est établi à 0,657 livre, soit une augmentation de 2,3% d'un mois à l'autre par rapport à la livre sterling.

**Les cours mondiaux des matières premières exportées** par les pays membres de l'Union ont connu une évolution différenciée en janvier 2003, caractérisée par la poursuite de la tendance haussière des cotations du café (6,0%), du cacao (6,6%) et du

pétrole (2,8%) contrastant avec un repli modéré (0,96%) des cours du coton. Le prix de référence du caoutchouc et les cours de l'or ont connu des hausses respectives de 1,6% et 2,8% au cours de la période sous revue. A l'exception de l'huile d'arachide, dont les cours sont restés stables à 870 dollars la tonne, le marché mondial des huiles végétales a enregistré une baisse des cours, interrompant la reprise observée en décembre 2002. Les cotations de l'huile de palme et de l'huile de palmiste ont enregistré ainsi un repli de 0,47% et 3,7% respectivement.

## II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

La conjoncture économique des Etats membres de l'UEMOA a continué de se ressentir, en janvier 2003, des effets de la crise en Côte d'Ivoire qui ont continué de peser sur la réalisation des objectifs macroéconomiques des Etats membres de l'Union.

Le niveau des prix à la consommation dans l'Union a connu une baisse, en rythme mensuel, de 0,2% en janvier 2003, à la faveur d'un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers dans la plupart des pays du Sahel à la suite des récoltes de la campagne agricole 2002-2003 et de la décrue des prix des produits halieutiques notamment au Sénégal.

### II.1. ACTIVITE AGRICOLE

L'amélioration des conditions hydriques dans les pays du golfe de Guinée ainsi que dans certains pays du Sahel tels que le Burkina et le Niger y a permis la réalisation d'une campagne agricole satisfaisante. En revanche, au Sénégal, au Mali et en Guinée Bissau, les résultats de la campagne agricole 2002/2003 ont été affectés par l'impact du déficit pluviométrique entraînant une baisse de la production vivrière par rapport à la campagne précédente.

#### II.1.1. Cultures vivrières

Globalement, sur la base des données disponibles, la **production vivrière** de l'Union serait en léger repli de 1,2% par rapport aux réalisations de la campagne 2001/2002 où elle était ressortie en hausse de 7,0%. Des résultats positifs ont été enregistrés dans quatre pays.

Au *Bénin*, les estimations font état d'une hausse de 0,5% de la production vivrière à 5.748.600 tonnes. Ce faible taux résulte de l'impact négatif du recul de 9,3% des productions de maïs et de manioc qui a atténué l'effet de la hausse des autres cultures céréalières. Au *Burkina*, la production, estimée à 3.119.100 tonnes, connaît une augmentation de 0,6% par rapport à la campagne précédente. Le *Niger* a enregistré une production vivrière de 3.160.900 tonnes, soit un niveau quasi-équivalent à celui de la campagne 2001/2002. Au *Togo*, la production vivrière, estimée à 3.094.500 tonnes serait en hausse de 4,0% d'une campagne à l'autre.

En revanche, dans les autres Etats membres de l'Union, les déficits pluviométriques n'ont pas permis d'enregistrer des résultats satisfaisants. Ainsi, en *Guinée Bissau*, la production vivrière est estimée en repli de 10,7% par rapport à la campagne 2001/2002. Le cumul pluviométrique de la campagne 2002/2003 dans ce pays est en deçà de la moyenne des trente dernières années. Le *Sénégal*, avec une chute de 20,3% de sa production vivrière, enregistre l'une de ses plus mauvaises campagnes agricoles des dix dernières années. Toutes les cultures vivrières, singulièrement les céréales et les légumineuses ont connu, au cours de cette campagne, une forte baisse de leurs productions. Le *Mali* a enregistré, pour la campagne agricole 2002/2003, un démarrage tardif des pluies et une mauvaise répartition spatio-temporelle qui ont perturbé le cycle des cultures. Ainsi, la production vivrière s'établirait à 2.518.238 tonnes, en repli de 2,5% par rapport aux réalisations de la campagne précédente.

## II.1.2. Cultures d'exportation

### a) Production

Les productions des cultures d'exportation portent également l'empreinte de la situation climatique difficile qui a prévalu cette année dans la plupart des pays. A l'exception du café, les autres cultures d'exportation sont en baisse, avec des évolutions différenciées selon les pays.

La production de **café**, en s'établissant à 239.400 tonnes, est en net redressement de 27,4% par rapport à la campagne 2001/2002, du fait d'une hausse de la production en Côte d'Ivoire et au Togo. En revanche, la production de **cacao** est en recul de 4,9%, ressortant à 1.208.500 tonnes.

Le niveau global de la production de **coton-graine** atteindrait 1.819.300 tonnes contre 1.933.400 tonnes en 2001/2002, soit un repli de 5,9% par rapport à la campagne précédente. Par pays, la situation est contrastée. Au *Bénin*, les estimations situent la production de coton-graine à 450.000 tonnes, soit une hausse de 9,3% par rapport aux réalisations de la campagne précédente qui ressortiraient à 411.794 tonnes. Au *Burkina*, les récoltes sont estimées à 400.000 tonnes en 2002/2003 contre 378.522 tonnes un an auparavant, soit un accroissement de 5,7%. Au *Togo*, elles sont attendues à 168.000 tonnes, en hausse de 20,0% d'une campagne à l'autre. Au *Niger*, la production cotonnière pour la campagne 2002/2003 s'établirait à 4.700 tonnes contre une réalisation de 3.500 tonnes la campagne précédente.

Au *Mali*, la collecte porterait sur un volume de 419.400 tonnes, en diminution de 26,5% par rapport à l'année précédente, en liaison avec la baisse des rendements induite par les conditions climatiques peu favorables ainsi que la réduction des surfaces emblavées consécutive au repli de 10% du prix au producteur. En *Côte d'Ivoire*, la

production de coton-graine enregistrerait une chute de 12,7%, s'établissant à 343.200 tonnes en 2002/2003 contre 393.000 tonnes la campagne précédente. Au *Sénégal*, la production de coton est estimée à 33.913 tonnes, en diminution de 5,1% par rapport à la campagne 2001/2002.

La production d'**arachide** s'est ressentie, au *Sénégal*, de la mauvaise pluviométrie, ainsi que de la désorganisation de la filière consécutive à la liquidation de la Société Nationale des Graines (SONAGRAINES) et au retrait de l'Etat du circuit de distribution des intrants. En définitive, la production d'arachide a chuté de 71,9% à 265.346 tonnes contre 943.837 tonnes en 2001/2002. Au *Bénin*, elle est attendue à 146.214 tonnes, en hausse de 16,6% par rapport à la campagne précédente.

### **b) Commercialisation**

Les quantités de **coton** collectées se sont établies à 569.803 tonnes en 2002/2003, après un niveau de 632.005 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 9,8%. Au *Bénin*, le volume commercialisé de coton s'est élevé à 60.943 tonnes au 31 janvier 2003. Les placements de la SONAPRA ont porté sur 76.000 tonnes de fibres. Le prix d'achat au producteur a été fixé à 190 FCFA le kilogramme contre 200 FCFA un an auparavant. Au *Burkina*, à fin janvier 2003, 205.000 tonnes de coton-graine ont été collectées. Les exportations n'ont porté que sur 2.000 tonnes sur la base d'un prix de vente de 668 FCFA par kilogramme. Le prix d'achat au producteur est demeuré à 200 FCFA le kilogramme. Au *Mali*, le volume commercialisé de coton-graine s'est établi à 286.000 tonnes à fin janvier 2003. Le prix au producteur a été ramené à 180 FCFA contre 200 FCFA un an plus tôt.

Les achats de graines **d'arachide d'huilerie** sont ressortis à 7.183 tonnes à fin janvier 2003 contre 10.836 tonnes un an auparavant. Le volume commercialisé d'arachide de bouche s'est élevé à 1.922 tonnes.

Les déclarations d'achats des exportateurs de **café** au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 1.022 tonnes à fin janvier 2003. Les exportations cumulées se sont élevées à 29.725 tonnes contre 33.226 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 10,5%.

Les achats de **cacao** au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 913.935 tonnes à la date du 31 janvier 2003. Rapportée aux achats de la campagne précédente, la collecte s'est inscrite en hausse de 65.982 tonnes ou 7,8%.

## II.2. ACTIVITE MINIERE

En janvier 2003, l'activité minière a enregistré une baisse dans la plupart des secteurs, à l'exception de la production pétrolière et de celle des phosphates.

La production de **pétrole brut**, en ressortant à 536.400 barils à fin janvier 2003, a enregistré plus d'un doublement par rapport aux réalisations de la période correspondante de 2002. La production de **gaz**, en baisse de 22,7%, s'est établie à 3.062,9 milliards de BTU\* (British Thermal Unit) à fin janvier 2003 contre 3.962,5 milliards de BTU enregistrées à la même période de l'année précédente. Au *Niger*, la production **d'uranium** a été suspendue au cours du mois de janvier 2003 à cause des travaux d'entretien des équipements. En janvier 2002, elle avait atteint 136,6 tonnes. La production de **phosphates** s'est établie à 293.300 tonnes au cours de la période sous revue, marquant ainsi un accroissement de 27,7% par rapport aux réalisations de la période correspondante de l'année 2002, sous l'effet essentiellement d'une hausse de 42,8% des extractions au *Togo*.

L'extraction d'**or** a atteint 3.931,6 kilogrammes au *Mali* en janvier 2003, en baisse de 4,3% par rapport à la même période de l'année 2002. Cette production est essentiellement imputable aux performances de la mine de Morila qui assure avec celle de Sadiola environ 86% de la production totale du pays.

## II.3. ACTIVITE INDUSTRIELLE

L'indice de la production industrielle au sein de l'Union, calculé par la BCEAO, s'est inscrit en hausse, en moyenne annuelle, de 4,8% en 2002, après une progression de 10,8% un an auparavant. Les sous-secteurs des industries extractives, d'électricité, de gaz et d'eau, en accroissement respectif de 15,8% et 9,1%, ont été particulièrement dynamiques.

L'activité manufacturière a progressé modérément de 1,7% en 2002, à la faveur de la bonne tenue des sous-branches agro-alimentaires, chimiques, textiles et de papier, de carton et d'articles en papier. Toutefois, la contraction de l'activité des industries de tabac, des articles d'habillement ainsi que des autres produits minéraux non métalliques, en particulier le ciment, ont atténué cette progression.

Par pays, l'indice de la production industrielle (IPI) s'est accru au Bénin, au Mali, au Sénégal, au Togo et, dans une moindre mesure, au Niger. En revanche, il a enregistré une baisse en Côte d'Ivoire.

---

\* un BTU est l'équivalent de 0,028317 décimètre cube.

Au **Bénin**, l'activité industrielle s'est inscrite en hausse de 9,6% en 2002, du fait d'une augmentation de 8,3% de la production manufacturière et de 16,7% de la production et de la distribution d'électricité et d'eau. Ce raffermissement est imputable au regain de dynamisme des industries textiles (13,1%), agro-alimentaires (13,6%), chimiques (7,9%) ainsi qu'à celui des industries de tabac (29,0%).

Au **Mali**, la production industrielle, en enregistrant une hausse substantielle (34,3%) en 2002, a confirmé sa progression amorcée un an auparavant. Cette évolution reflète essentiellement le dynamisme des industries minières, agro-alimentaires et celles de la production de tabac. Les activités extractives se sont en particulier accrues de 27,4%, sous l'effet notamment des performances enregistrées par les sociétés d'exploitation des mines d'or. En outre, la production d'électricité, de gaz et d'eau a progressé de 19,7%.

Au **Niger**, l'activité industrielle s'est inscrite en hausse de 0,4% durant la période sous revue, après celle de 3,4% en 2001. Ce relatif tassement masque un regain de dynamisme des activités extractives (10,1%) induit par une remontée de la demande d'uranium. La production des industries manufacturières est par contre en recul de 3,7%, du fait du reflux de l'activité des industries agro-alimentaires (-17,0%), en relation avec l'atonie de la demande de boissons gazeuses et de produits laitiers. Pour sa part, la production d'électricité, de gaz et d'eau s'est réduite de 13,7%.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 3,5% au cours de la période sous revue, à la suite du raffermissement de la production des industries manufacturières (3,6%). Cette progression reflète notamment le dynamisme des industries chimiques et celui des autres produits minéraux non métalliques. Quant à la production d'électricité, de gaz et d'eau, elle s'est accrue de 4,4%, tandis que celle des activités extractives s'est repliée de 3,2%.

Au **Togo**, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en hausse de 4,5% en 2002 par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la progression de 39,8% de la production d'électricité, de gaz et d'eau et de 37,3% de celle des industries extractives, induite par le relèvement du niveau de l'eau dans le barrage de Nangbéto et par l'augmentation de la production de phosphates et de clinker. A l'inverse, l'activité manufacturière s'est repliée de 12,5%, du fait essentiellement des travaux de rénovation des unités de production de ciment. Le regain de dynamisme des industries chimiques et des industries agro-alimentaires a toutefois contribué à atténuer le recul de l'indice concernant le secteur manufacturier.

En **Côte d'Ivoire**, l'indice de la production industrielle a enregistré une baisse de 2,6% à fin décembre 2002 contre une progression de 7,9% un an auparavant. Cette évolution a concerné les industries manufacturières et les activités extractives dont les productions se sont réduites respectivement de 4,7% et de 3,7%, sous l'effet notamment des perturbations induites par la crise socio-politique.

#### II.4. PRIX A LA CONSOMMATION

Le niveau général des prix à la consommation dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a baissé de 0,2% en rythme mensuel, en janvier 2003. En glissement annuel, la progression des prix est ressortie à 2,4% en janvier 2003, après 2,9% le mois précédent.

Cette décélération de l'inflation est essentiellement imputable aux produits alimentaires, dont l'indice a marqué un repli en rythme mensuel de 0,5% en janvier 2003. Cette baisse résulte de l'amélioration de l'offre de céréales dans la plupart des Etats membres, notamment ceux du Sahel, à la suite des récoltes de la campagne agricole 2002-2003. Elle est également liée à une décrue des prix des produits halieutiques au Sénégal. Cette tendance baissière a toutefois été atténuée par la réduction de l'offre de produits vivriers en Côte d'Ivoire, en liaison avec la désorganisation des circuits de commercialisation engendrée par la crise socio-politique.

La convergence des niveaux d'inflation entre les pays, s'est légèrement améliorée. En effet, l'écart-type des taux d'inflation en glissement annuel par Etat s'établit à 1,6 point à fin janvier 2003 contre 2,0 points sur la même période de 2002.

Par rapport à la zone euro, où le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 2,2%, il ressort un différentiel d'inflation défavorable à l'Union de 0,2 point de pourcentage.

Par pays, les évolutions suivantes ont été observées :

Au *Bénin*, le niveau général des prix à la consommation a baissé de 0,2% en janvier 2003 contre une hausse de 0,3% le mois précédent. Cette décrue, essentiellement portée par les fonctions « alimentation » et « transport », est liée à l'amélioration de l'offre des tubercules, à la baisse du prix des céréales et des combustibles solides, notamment les produits pétroliers. En glissement annuel, le niveau général des prix s'est établi à 2,8% en janvier 2003 contre 2,6% un an plus tôt.

Au *Burkina*, l'inflation s'est établie à 0,3% au cours de la période sous revue, interrompant la tendance à la baisse observée un mois plus tôt où un repli de 0,8% a été enregistré. En glissement annuel, les prix à la consommation en janvier 2003 ont affiché une hausse de 3,8% contre 1,0% en janvier 2002.

En *Côte d'Ivoire*, le niveau général des prix a augmenté modérément de 0,3% contre 1,1% le mois précédent. Cette évolution est liée au renchérissement des logements et des produits alimentaires, atténué par la baisse des coûts des transports et des prestations des hôtels et des centres de santé. En glissement annuel, le taux d'inflation, calculé par l'indice harmonisé des prix à la consommation, s'est fixé à 3,2% en janvier 2003 contre 4,4% en janvier 2002.

En *Guinée Bissau*, l'indice officiel des prix des produits alimentaires a baissé de 0,3% en janvier 2003, contre un repli de 1,6% en décembre 2002. En glissement annuel, il s'est accru de 3,2%.

Au *Mali*, l'inflation a poursuivi son reflux en rythme mensuel de 2,0% en janvier 2003, après celui de 1,3% un mois auparavant. Cette baisse est due principalement à l'amélioration de l'offre des produits alimentaires ainsi qu'au repli des prix du logement. En outre, cette évolution porte l'empreinte de la réduction sensible des coûts des appels téléphoniques, suite à la libéralisation du secteur des télécommunications, permettant l'installation de nouveaux opérateurs. Le repli de l'inflation a été atténué par le renchérissement des matériaux de construction dont l'importation a subi des perturbations, du fait de la crise en Côte d'Ivoire. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 2,6% contre 5,9% un an plus tôt.

Au *Niger*, le taux d'inflation s'est replié de 1,0% au cours de la période sous revue, après une baisse de 1,8% observée un mois plus tôt. Cette évolution a été induite par la baisse des prix des produits alimentaires, du logement ainsi que ceux des carburants. En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation s'est accru, en rythme annuel, de 0,1% en janvier 2003 contre 3,8% un an plus tôt.

Contrastant avec la tendance haussière enregistrée les deux mois précédents, les prix ont enregistré au *Sénégal*, au cours de la période sous revue, un repli de 0,6%. Cette évolution est notamment liée aux baisses respectives de 0,9%, 0,3% et 1,7% des composantes « alimentation », « logement » et « habillement ». En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 1,7% contre 2,8% à la même période de janvier 2002.

Au *Togo*, l'indice harmonisé des prix à la consommation a enregistré en janvier 2003, une hausse de 0,1% en variation mensuelle, imputable au renchérissement des produits alimentaires notamment les céréales et les tubercules, atténué par l'amélioration de l'offre des combustibles solides. En glissement annuel, le taux d'inflation est en baisse, passant de 6,6% en janvier 2002 à -0,2% en janvier 2003.

## II.5. FINANCES PUBLIQUES

Les données disponibles portent sur les réalisations à fin décembre 2002 pour tous les pays à l'exception du Mali et du Sénégal qui ont présenté leurs situations de trésorerie à fin janvier 2003.

Par pays, les évolutions suivantes ont été observées :

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée au **Bénin** par un déficit, base engagements, hors dons, de 39,6 milliards ou 2,1% du PIB, en diminution de 11,1 milliards par rapport à son niveau de l'année précédente. Le solde budgétaire de base est ressorti excédentaire de 12,8 milliards ou 0,7% du PIB contre 0,2% un an plus tôt.

Cette consolidation de la position budgétaire est imputable au rythme satisfaisant de recouvrement des recettes fiscales qui se sont inscrites en hausse de 14,2% pour s'établir à 282,5 milliards. En revanche, les dons mobilisés, évalués à 10,0 milliards, ont enregistré une baisse de 30,4 milliards d'une année à l'autre.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 7,8% pour se situer à 357,8 milliards, du fait exclusivement de la hausse de 27,1 milliards des dépenses courantes, passées de 231,7 milliards à 258,8 milliards d'une année à l'autre. Les dépenses en capital sont ressorties en recul à 95,8 milliards pour la deuxième année consécutive.

Au **Burkina**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 163,6 milliards contre 152,7 milliards en 2001. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire de 70,5 milliards, soit un quasi doublement par rapport aux réalisations de 39,7 milliards un an plus tôt.

Les recettes et dons se sont établis à 335,2 milliards en 2002, en hausse de 22,0 milliards. Les recettes fiscales se sont accrues de 12,7% pour se chiffrer à 240,2 milliards en 2002.

Dans le même temps, les dépenses d'assistance humanitaire et de sécurité, consécutives à la dégradation de la situation socio-politique dans la sous-région avec la crise en Côte d'Ivoire, ont provoqué un accroissement sensible des dépenses totales et prêts nets, ressortis à 422,5 milliards, en augmentation de 41,9 milliards. Les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 13,2% pour se chiffrer à 243,4 milliards, en liaison avec l'augmentation de 5,7% de la masse salariale et de 23,4% des autres dépenses. Au total, les dépenses courantes ont représenté 13,4% du PIB contre 12,6% en 2001. Les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 7,0% pour s'établir à 179,2 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, les opérations financières de l'Etat ont dégagé un solde global, base engagements, hors dons, déficitaire de 98,4 milliards, après un excédent de 29,4 milliards en 2001 ou 0,4% du PIB. Le niveau du solde budgétaire de base, ressorti à 98,3 milliards en 2001 ou 1,2% du PIB, s'est fortement amoindri, s'établissant à 9,2 milliards ou 0,1% du PIB.

Les recettes et dons sont ressortis à 1.482,9 milliards en 2002, en hausse de 106,3 milliards, du fait de l'augmentation des recettes fiscales qui se sont accrues de 5,8% pour se chiffrer à 1.235,6 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des droits perçus au titre du Droit Unique de Sortie (DUS) du cacao. Les recettes non fiscales ont également progressé de 64,5 milliards pour s'établir à 232,4 milliards, du fait notamment du doublement des revenus tirés des produits pétroliers et des redevances de téléphonie cellulaire. Les dons mobilisés ont, par contre, baissé de 25,4 milliards.

Les dépenses et prêts nets se sont chiffrés à 1.566,4 milliards contre 1.306,9 milliards en 2001, soit une hausse de 259,5 milliards imputable à l'accroissement des dépenses courantes et des investissements publics. L'augmentation des dépenses courantes a été induite par la hausse simultanée de la masse salariale et des autres dépenses qui ont progressé respectivement de 38,4 milliards et 125,1 milliards. Les dépenses en capital ont enregistré un redressement de 58,8% pour se chiffrer à 233,6 milliards, après la baisse observée en 2001.

En **Guinée Bissau**, le déficit, base engagements, hors dons, s'est sensiblement accru, passant de 2,2 milliards à 24,8 milliards d'une année à l'autre. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire d'environ 7,6% du PIB après un excédent de 1,1% du PIB en 2001.

Les recettes et dons se sont chiffrés à 27,8 milliards contre 32,2 milliards en 2001, soit une diminution de 4,4 milliards. Les recettes fiscales se sont inscrites en baisse de 23,5%, en liaison avec l'atonie de l'activité économique. Les dons mobilisés se sont chiffrés à 7,1 milliards, en progression de 3,6 milliards.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 45,5 milliards, en augmentation de 14,6 milliards, en liaison avec la hausse de 6,8 milliards des paiements d'intérêts sur la dette extérieure et de 1,2 milliard des autres dépenses de fonctionnement. Pour leur part, les dépenses en capital se sont accrues de 7,9 milliards en ressortant à 12,4 milliards.

Au **Mali**, sur la base des données provisoires, les opérations budgétaires de l'Etat au cours du mois de janvier 2003 se sont soldées par un excédent de 30,2 milliards.

Les recettes totales sont ressorties à 48,1 milliards pour des projections de 450,0 milliards pour l'année 2003, soit 10,7% en terme de réalisation. Les recettes budgétaires ont représenté 53,2% des recettes totales et se sont situées à 25,6 milliards tandis que les recettes des fonds spéciaux se sont chiffrées à 3,2 milliards.

Les dépenses totales ont été exécutées à hauteur de 17,9 milliards, dont 14,8 milliards au titre des dépenses courantes représentant 3,0% des projections pour 2003. Les dépenses en personnel ont représenté 43,7% des dépenses totales.

Les règlements effectués au titre de la dette extérieure se sont établis, au 31 janvier 2003, à 0,9 milliard.

Au **Niger**, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est amélioré en passant de 105,7 milliards à 98,7 milliards en 2002. Le solde budgétaire de base, déficitaire, a représenté 1,5% du PIB contre 3,1% en 2001.

Les recettes et dons se sont chiffrés à 214,7 milliards en 2002, en augmentation de 30,2 milliards, induite par la hausse des recettes douanières. Les dons se sont inscrits en hausse de 1,6 milliard pour se chiffrer à 53,8 milliards en 2002.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 259,6 milliards contre 238,0 milliards en 2001, soit une augmentation de 9,1%, imputable à l'ensemble des composantes. Les dépenses courantes ont progressé de 5,5% pour se chiffrer à 155,2 milliards en 2002, reflétant essentiellement un accroissement des salaires et des autres dépenses de fonctionnement. Les dépenses en capital, qui se sont établies à 96,5 milliards, ont progressé de 18,6%.

Au **Sénégal**, la situation de trésorerie de l'Etat fait ressortir, à fin janvier 2003, un excédent de 1,1 milliard. Les recettes totales se sont fixées à 49,3 milliards pour des projections de 728,3 milliards à fin décembre 2003, soit un taux d'exécution de 6,8%. Les recettes fiscales à fin janvier 2003, sont ressorties à 45,1 milliards, tandis que les recettes non fiscales ont atteint 4,3 milliards pour des projections respectives de 698,5 milliards et 29,8 milliards.

Les charges budgétaires totales ont été exécutées à hauteur de 57,8 milliards durant le premier mois de l'année en cours pour des prévisions annuelles de 867,6 milliards en 2003. La masse salariale s'est fixée à 20,3 milliards en janvier 2003, représentant un taux de réalisation de 9,8% par rapport aux prévisions annuelles.

Au **Togo**, les opérations consolidées de l'Etat ont dégagé un déficit global, base engagements, hors dons, de 28,5 milliards en 2002 contre 24,3 milliards l'année précédente. Le solde budgétaire de base, demeuré déficitaire, a doublé d'une année à l'autre en s'établissant à 7,2 milliards.

Les recettes et dons se sont chiffrés à 153,0 milliards, en accroissement de 20,9 milliards, imputable à la hausse de 12,2 milliards des recettes fiscales et de celle de 8,0 milliards des dons.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 17,1 milliards par rapport aux réalisations de 2001, en s'établissant à 168,9 milliards, à la suite d'une augmentation de 15,9 milliards des dépenses courantes.

## **II.6. SITUATION MONETAIRE ET OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE**

### **II-6 1 Situation monétaire**

A fin janvier 2003, la situation monétaire est marquée par un renforcement des avoirs extérieurs nets, un repli du crédit intérieur en relation avec la baisse des crédits à l'économie et l'amélioration de la Position Nette des Etats et, en contrepartie, un accroissement de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions ci-après ont été observées.

Au **Bénin**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 400,7 milliards à fin janvier 2003 contre 416,5 milliards un mois plus tôt. Cette baisse de 15,8 milliards résulte du repli de 13,3 milliards des avoirs extérieurs nets des banques et de 2,5 milliards de ceux de l'Institut d'émission.

L'encours du *crédit intérieur* s'est établi à 128,7 milliards à fin janvier 2003, en hausse de 16,8 milliards, du fait de la détérioration de 20,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement atténué par le repli de 3,6 milliards des crédits à l'économie. Les crédits à court terme ainsi que ceux à moyen et long termes se sont repliés de 1,9 milliard ou 1,2% et 1,7 milliard ou 2,6% pour s'établir respectivement à 155,8 milliards et 62,9 milliards d'un mois à l'autre. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 48,6 milliards, soit 28,6%.

La *masse monétaire* s'est, pour sa part, accrue de 9,3 milliards pour se fixer à 513,1 milliards. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite par l'accroissement de 7,4 milliards des dépôts et de 1,9 milliard de la circulation fiduciaire. Par rapport à fin janvier 2002, la liquidité globale a baissé de 13,9 milliards ou 2,6%.

Au **Burkina**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont détériorés de 10,9 milliards pour se situer à 127,4 milliards à fin janvier 2003. Ce repli est imputable à la dégradation de 6,5 milliards de la position extérieure nette des banques et de 4,4 milliards de celle de l'Institut d'émission.

L'encours du *crédit intérieur* s'est situé à 334,6 milliards à fin janvier 2003, soit une hausse de 24,1 milliards ou 7,8% par rapport à décembre 2002, en raison de la détérioration de 13,0 milliards de la PNG et de l'accroissement de 11,1 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 43,9 milliards, soit 16,7%.

La *liquidité globale* s'est établie à 438,8 milliards, marquant ainsi une hausse de 8,3 milliards ou 1,9% d'un mois à l'autre. Reflétant cette évolution, les dépôts se sont accrus de 8,5 milliards. Par rapport à fin janvier 2002, la masse monétaire est ressortie en hausse de 6,4 milliards ou 1,5%.

En **Côte d'Ivoire**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont élevés à 977,2 milliards, en accroissement de 132,6 milliards à fin janvier 2003, par rapport à décembre 2002.

L'encours du *crédit intérieur*, ressorti à 1.572,3 milliards, est en baisse de 116,5 milliards d'un mois à l'autre, en liaison avec le recul de 85,0 milliards des crédits à l'économie, atténué par la détérioration de 31,5 milliards de la PNG. La contraction des crédits à l'économie résulte essentiellement de celle de 85,4 milliards des crédits à court terme (dont 22,3 milliards au titre des crédits de campagne). En glissement annuel, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 14,1 milliards ou 1,3%.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la *masse monétaire* s'est accrue de 38,8 milliards ou 1,6% pour se situer à 2.437,5 milliards. Les dépôts et la circulation fiduciaire ont enregistré une hausse respective de 35,0 milliards ou 2,8% et de 3,8 milliards ou 0,3%. Comparée au niveau atteint à fin janvier 2002, la liquidité globale s'est accrue de 538,1 milliards ou 28,3%. Le renforcement des avoirs extérieurs est la principale source de cette forte expansion de la masse monétaire.

En **Guinée Bissau**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 57,0 milliards, en accroissement de 8,8 milliards par rapport à leur niveau de fin décembre 2002. Cette situation reflète une amélioration de 8,2 milliards de la position extérieure nette de l'Institut d'émission et de 0,6 milliard de celle des banques.

L'encours du *crédit intérieur* a baissé de 0,9 milliard pour ressortir à 21,9 milliards, résultant des effets conjugués de la détérioration de 0,6 milliard de la PNG et de la baisse de 1,5 milliard des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 1,6 milliard, soit 37,2%.

La *masse monétaire*, en se situant à 78,5 milliards, a enregistré un repli de 7,8 milliards ou 9,0%. En glissement annuel, la liquidité globale s'est renforcée de 4,6 milliards.

Au **Mali**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 26,6 milliards pour se situer à 312,6 milliards à fin janvier 2003. Cette augmentation est imputable à la hausse de 30,0 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission atténuée par la baisse de 3,4 milliards de ceux des banques.

L'encours du *crédit intérieur* est ressorti à 360,7 milliards, en baisse de 23,7 milliards. Cette évolution s'explique par le repli de 21,9 milliards ou 5,3% des crédits à l'économie et de l'amélioration de 1,8 milliard de la Position Nette du Gouvernement. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 35,5 milliards, soit 10,0%.

La *masse monétaire*, établie à 635,0 milliards, a enregistré une hausse de 11,9 milliards. En glissement annuel, la liquidité globale s'est accrue de 132,0 milliards ou 26,2%.

Au **Niger**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 5,5 milliards entre décembre 2002 et janvier 2003 pour se situer à 20,9 milliards. Cette amélioration est imputable à l'accroissement de 6,3 milliards de la position extérieure nette des banques.

L'encours du *crédit intérieur* s'est accru de 6,5 milliards, en s'établissant à 135,4 milliards à fin janvier 2003, en raison de la détérioration de 5,3 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de l'augmentation de 1,2 milliard des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 5,4 milliards, soit 7,5%.

La *masse monétaire*, estimée à 147,5 milliards, a enregistré une hausse de 11,0 milliards en janvier 2003. Les dépôts ont augmenté de 10,0 milliards, tandis que la circulation fiduciaire s'est accrue de 1,0 milliard. En glissement annuel, la liquidité globale s'est renforcée de 15,7 milliards ou 11,9%.

Au **Sénégal**, les *avoirs extérieurs nets* se sont détériorés de 1,9 milliard en janvier 2003, en ressortant à 294,9 milliards, du fait de la baisse de 15,6 milliards des avoirs extérieurs nets des banques, atténuée par l'amélioration de 13,7 milliards de ceux de la Banque Centrale.

Le *crédit intérieur* s'est établi à 783,6 milliards à fin janvier 2003 contre un niveau de 792,3 milliards atteint un mois plus tôt, du fait d'une amélioration de 13,3 milliards de la Position Nette du Gouvernement atténuée par la hausse de 4,6 milliards ou 5,1% des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont augmenté de 33,4 milliards, soit 5,1%.

La *masse monétaire* s'est élevée à 967,6 milliards, en baisse de 5,8 milliards par rapport à son niveau de décembre 2002. Les dépôts sont ressortis en baisse de 7,2 milliards, tandis que la circulation fiduciaire s'est renforcée de 1,4 milliards. Par rapport à fin janvier 2002, la liquidité globale s'est accrue de 33,7 milliards ou 3,6%.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 79,4 milliards, en hausse de 10,1 milliards par rapport au niveau atteint en décembre 2002. Cette situation résulte de l'amélioration de 18,2 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission atténuée par la baisse de 8,1 milliards de ceux des banques.

L'encours du *crédit intérieur* s'est fixé à 161,8 milliards, en recul de 2,2 milliards, sous l'effet de l'amélioration de 2,8 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 3,2 milliards, soit 2,4%.

La *masse monétaire* s'est accrue de 9,8 milliards, en ressortant à 243,8 milliards. Les dépôts sont ressortis en hausse de 8,8 milliards, tandis que la circulation fiduciaire s'est renforcée de 1,0 milliards. Par rapport à fin janvier 2002, la liquidité globale s'est repliée de 4,3 milliards ou 1,7%.

En janvier 2003, les interventions de la Banque Centrale se sont élevées à 426,5 milliards, en baisse de 13,4 milliards par rapport à fin décembre 2002. Les concours aux banques et établissements financiers se sont repliés de 11,0 milliards pour se situer à 14,3 milliards, tandis que les concours aux Trésors nationaux, en recul de 2,4 milliards, se sont établis à 412,3 milliards. Le repli des concours aux Trésors nationaux est essentiellement le fait du remboursement des titres d'Etat. En janvier 2002, les interventions de la Banque Centrale s'étaient élevées à 436,9 milliards, avec 417,5 milliards au titre des concours aux Trésors nationaux et 18,6 milliards au titre des concours aux banques et établissements financiers.

## II.6.2. Opérations sur le marché interbancaire

L'évolution du marché interbancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a été caractérisée en janvier 2003 par une baisse du volume des opérations et une hausse des taux d'intérêt. Les compartiments à un jour et un mois ont été les plus actifs. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché, à l'exception de celle de Bissau.

Le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires s'est établi à 18,5 milliards contre 37,1 milliards le mois précédent et 76,9 milliards un an plus tôt. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période est ressorti à 81,5 milliards, en baisse mensuelle de 19,5 milliards et annuelle de 27,6 milliards.

Les taux d'intérêt se sont situés à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 2,77% et 8,25% contre 3,00% et 6,00% le mois précédent.

Par compartiment, les évolutions suivantes ont été notées :

- **à un jour**, le volume moyen hebdomadaire des prêts s'est replié à 11,2 milliards en janvier 2003 contre 26,4 milliards le mois précédent et 54,8 milliards un an auparavant. Le taux moyen pondéré est passé d'un mois à l'autre de 4,57% à 4,13%. Un an plus tôt, ce taux était de 5,33%.

- **à une semaine**, les transactions sont ressorties en moyenne à 0,4 milliard, en recul mensuel de 4,1 milliards et annuel de 4,3 milliards. Le taux moyen pondéré s'est tendu de 3,81% à 4,00% sur un mois, mais enregistre une baisse annuelle de 1,20 point de pourcentage ;

- **à deux semaines**, le volume moyen des prêts s'est établi à 0,2 milliard contre 1,7 milliard en janvier 2002. Le taux moyen pondéré s'est replié à 2,79% après 5,13% le mois précédent et 5,32% un an plus tôt ;

- **à un mois**, les transactions ont enregistré une hausse mensuelle de 2,0 milliards pour se situer à 4,8 milliards contre 6,8 milliards un an auparavant. Le taux moyen pondéré est passé de 4,59% à 4,75%, mais demeure inférieur au taux de 5,53% relevé en janvier 2002 ;

- **à trois mois**, les opérations sont revenues de 1,5 milliard à 1,3 milliard. Le taux moyen pondéré est en hausse de 5,44% en janvier 2003 contre 5,38% en décembre 2002. Douze mois plus tôt, des transactions d'un montant moyen de 7,0 milliards au taux moyen pondéré de 5,59% avaient été enregistrées ;

- **à six mois**, les prêts sont ressortis à 0,6 milliard, contre 1,6 milliard en décembre et en janvier 2002. Le taux moyen pondéré s'est établi à 7,25% contre 4,43% le mois précédent et 6,27% à la période correspondante de l'année 2002.

Les places les plus actives de l'Union ont été celles d'Abidjan, de Cotonou et de Dakar. Les principales banques offreuseuses de ressources ont été la Compagnie Bancaire de l'Atlantique Côte d'Ivoire, Bank Of Africa Côte d'Ivoire, ECOBANK Sénégal, ECOBANK Bénin et la Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest Côte d'Ivoire. Les plus importants bénéficiaires ont été la Société Ivoirienne des Banques Côte d'Ivoire, ECOBANK Mali, la Société Générale des Banques Côte d'Ivoire et la Banque de l'Atlantique Côte d'Ivoire. Les places de Dakar, d'Abidjan et de Cotonou ont été les principales pourvoyeuses de ressources de l'Union, leurs offres excédant les demandes locales.

## **II.7. EVOLUTION DU MARCHE FINANCIER REGIONAL**

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours du mois de janvier 2003 a été marquée par une baisse des indices et du volume des transactions sur le marché des actions. Sur le compartiment obligataire, le volume des transactions s'est, en revanche, inscrit en hausse.

L'indice BRVM<sub>10</sub> s'est fixé à 81,79 points contre 82,36 points à fin décembre 2002, soit un repli de 0,69%. L'indice BRVM composite s'est, quant à lui, établi à 73,36 points contre 74,34 points au mois précédent, en baisse de 1,30%.

Les indices sectoriels de la BRVM se sont inscrits, pour la plupart, en repli. Les plus fortes baisses ont concerné les indices BRVM Industrie (-2,7%) et BRVM Distribution (-2,3%).

Par rapport à la date de démarrage des activités de la Bourse, les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite sont en repli respectivement de 18,21% et 26,64%.

Sur le marché des actions, le volume des transactions s'est contracté pour se situer à 29.284 titres représentant 625,4 millions de FCFA contre 32.515 titres d'une valeur de 590,4 millions de FCFA en décembre 2002.

En rapport avec la baisse des indices boursiers, la capitalisation du marché des actions s'est inscrite en retrait de 1,18% pour s'établir à 822,5 milliards contre 832,4 milliards à fin décembre 2002. Celle du BRVM<sub>10</sub> a augmenté de 21,1%, en se fixant à 563,7 milliards, du fait de la révision de la composition de cet indice intervenue en début du mois. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation totale s'est réduite de 13,7 milliards ou 1,64%.

Sur le marché obligataire, 2.931 titres, d'un montant de 37,9 millions de FCFA, ont été échangés contre 151 titres évalués à 8,0 millions en décembre 2002. La capitalisation obligataire s'est fixée à 156,7 milliards contre 158,1 milliards à fin décembre 2002.

## **II.8. RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR ET EVOLUTION DES TRANSFERTS**

### **II.8.1. Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation de ressources extérieures**

Cinq Etats membres de l'Union ont poursuivi la mise en œuvre de programmes économiques et financiers, avec l'appui notamment des accords avec le Fonds Monétaire International (FMI).

L'appui financier des partenaires au développement à la mise en œuvre des réformes s'est établi, au titre de l'année 2002, à 539,8 milliards de FCFA contre une prévision de 807,0 milliards, soit un taux de réalisation de 66,9%. Au titre de l'année 2001, l'apport financier de la communauté internationale était de 329,8 milliards de FCFA représentant 80,1% des montants attendus.

Les contributions reçues des organismes multilatéraux se sont chiffrées à 464,8 milliards de FCFA, en retrait de 211,6 milliards (31,3%) par rapport aux prévisions. Elles proviennent notamment de la Banque Mondiale (234,3 milliards, soit 75,7% des prévisions), du Fonds Monétaire International (98,1 milliards représentant 60,6% des concours programmés), du Groupe de la Banque Africaine de Développement (5,4 milliards ou 56,8% des prévisions) et de l'Union Européenne (5,2 milliards ou 10,6% des

sommes attendues). Le non-décaissement par l'Union Européenne des concours de 39,0 milliards en faveur de la Côte d'Ivoire explique le faible taux de mobilisation enregistré au niveau de cette organisation. Les apports des partenaires bilatéraux se sont chiffrés à 75,0 milliards contre 130,6 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 57,4%.

L'accroissement des concours mobilisés de 210,8 milliards (63,4%) par rapport à l'année 2001 provient en partie du rétablissement des relations de la Côte d'Ivoire avec les principaux partenaires au développement. En effet, les décaissements obtenus au cours des neuf premiers mois de l'année 2002 se sont établis à 252,7 milliards, comparés à un niveau quasiment nul en 2001. Toutefois, les évènements survenus en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 n'ont pas permis de conforter les bonnes performances des huit premiers mois de l'année 2002. Par ailleurs, l'absence de programmes économiques soutenus par les ressources de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance en Guinée Bissau et au Togo a également limité le potentiel de mobilisation de ressources en 2002.

Dans le cadre de l'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), les Etats membres de l'Union ont bénéficié, en 2002, d'une réduction du service de leur dette extérieure envers l'ensemble des créanciers d'un montant de 97,0 milliards dont 15,0 milliards au titre du Fonds Monétaire International.

### **II.8.2. Etat d'exécution des programmes économiques et financiers**

Par pays, l'état d'exécution des programmes économiques et financiers se présente comme suit :

Une mission conjointe du FMI et de la Banque Mondiale a séjourné au **Bénin** du 4 au 18 décembre 2002, en vue de procéder à la quatrième revue du programme triennal au titre de la FRPC, de discuter du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et d'examiner l'état d'avancement des mesures requises pour atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE.

Il ressort de l'évaluation faite par les services du Fonds que le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 5,8% en 2002, en légère accélération (0,8 point de pourcentage) par rapport à 2001, en liaison principalement avec les performances enregistrées dans le secteur cotonnier. Le déficit extérieur courant, hors transferts officiels, se situerait à 7,9% du PIB contre 6,7% en 2001, en raison de la baisse de 7,1% des recettes d'exportation du coton.

Au plan des **réformes structurelles**, le processus de restructuration et de libéralisation du secteur du coton a été poursuivi avec notamment le transfert de la commercialisation et de la collecte du coton-graine de la Société Nationale de Promotion Agricole (SONAPRA) à la Centrale de Sécurisation du Paiement et du Recouvrement qui regroupe les égreneurs, les distributeurs d'intrants et les producteurs. En outre, la stratégie

de privatisation de la SONAPRA a été adoptée en mai 2002. De même, le Gouvernement a préparé le cadre juridique de la scission de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) en deux branches (Poste et Télécommunications) et arrêté la stratégie d'ouverture du capital de la branche électricité de la Société Béninoise d'Eau et d'Electricité (SBEE) au secteur privé. Par ailleurs, les importations et le prix du ciment ont été libéralisés à compter du 1<sup>er</sup> août 2002. Au titre de la réforme de la fonction publique, le Gouvernement n'a pu mettre en place le nouveau mécanisme d'avancement au mérite, l'Assemblée Nationale n'ayant pas examiné l'amendement de la loi y afférente.

Tous les **critères quantitatifs** à fin septembre 2002 ont été respectés, à l'exception de celui concernant la masse salariale qui a enregistré un dépassement de 2,0 milliards et de celui portant sur les dépenses d'éducation et de santé ressorties inférieures à la norme arrêtée. En outre, tous les repères structurels ont été respectés, à savoir l'adoption de plans d'actions relatifs respectivement à la cession des parts de l'Etat dans la « Continental Bank », au recouvrement des arriérés de taxes douanières et des dividendes dus par la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP), au rétablissement de l'équilibre financier de la SBEE et à la finalisation d'une étude sur le fonctionnement des comptes de régisseurs.

Au **Burkina**, le programme triennal au titre de la FRPC, mis en place le 10 septembre 1999 est arrivé à échéance à la fin de l'année 2002.

Lors de la dernière revue dudit programme, l'évaluation de la conduite des réformes a fait apparaître que, dans l'ensemble, les bonnes performances enregistrées en 2001 se sont poursuivies en 2002 nonobstant le non-respect de deux critères de performance relatifs à la variation cumulative du financement intérieur net et à l'élimination de 59 lignes de produits sujets à des valeurs de référence en matière d'évaluation en douane.

**Pour l'année 2002**, le taux de croissance réel du PIB est estimé à 5,5%, contre 5,7% en 2001. Cette bonne tenue de l'activité économique est imputable à la hausse de la production de coton-graine par rapport à la campagne précédente et à une bonne récolte céréalière, liées à une pluviosité adéquate. Le déficit des transactions courantes, hors dons, s'établirait à 14,0% du PIB contre 15,9% en 2001, en raison essentiellement d'une hausse des exportations induite par l'accroissement de la production de coton.

Les **mesures structurelles** ont été axées sur la réforme du secteur coton, la privatisation des entreprises publiques et l'amélioration de la gestion des finances publiques. Ainsi, la suppression du monopole de la Société des Fibres Textiles (SOFITEX) dans la collecte et la commercialisation du coton-graine a permis aux acteurs privés de s'impliquer davantage dans la filière cotonnière, notamment par l'approvisionnement des producteurs en intrants tels que les engrais, les insecticides et les herbicides. De même, le

processus de privatisation s'est poursuivi en 2002 avec notamment le désengagement de l'Etat de la Société Nationale de Cinéma du Burkina (SONACIB) et de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Par ailleurs, le démarrage des activités de la Cour des comptes et la mise en place de la Haute Autorité de lutte contre la corruption devraient permettre une meilleure transparence dans la gestion des affaires publiques.

En **Côte d'Ivoire**, les Autorités ont mis en place, le 27 mars 2002, un accord couvrant la période 2002-2004 et soutenu par les ressources de la FRPC. L'évaluation de l'exécution du programme au cours du premier semestre de l'année 2002 a fait ressortir des résultats contrastés, notamment le ralentissement des activités dans le secteur primaire et une légère hausse de la production dans les secteurs industriel et tertiaire. Ainsi, le programme prévoyait un taux de croissance réel du PIB en 2002 de 1,1% comparé à une prévision de 3,0%. En relation avec l'amélioration des termes de l'échange, liée essentiellement à la bonne tenue des cours du cacao, il était projeté un solde du compte courant extérieur, hors transferts officiels, excédentaire de 0,8% du PIB en 2002 contre un déficit de 2,0% en 2001.

Au titre des **réformes structurelles**, l'évaluation de l'application du programme a révélé quelques retards observés dans certains secteurs. En effet, si l'audit de la fonction publique a été achevé à fin juin 2002 et l'étude sur le mécanisme de commercialisation du cacao réalisée comme prévu, le repère structurel relatif à l'inventaire complet et l'apurement des dettes croisées entre l'Etat et les opérateurs du secteur de l'énergie n'a pas été respecté à fin mars 2002. La mise en place d'un nouveau mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers a également accusé des retards. En outre, le plan de réforme de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE), visant la restauration de son équilibre financier à long terme, n'a pas été mis en œuvre en raison des difficultés rencontrées avec les partenaires sociaux. Par ailleurs, la conduite du processus de privatisation des entreprises publiques a été entravée du fait notamment des contraintes de marchés, induites par la forte baisse des cours des actions de la plupart de ces sociétés, singulièrement celles exerçant dans le secteur agricole.

Dans le secteur financier, les réformes structurelles entreprises ont porté essentiellement sur l'adoption, en juin 2002, d'un plan de réforme de la Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux (CECP) visant la restauration financière de cette institution de manière à rétablir son équilibre financier et sa rentabilité. De même, un nouveau Conseil d'Administration a été mis en place au niveau de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

La reprise de l'activité économique, amorcée à la faveur de la mise en place du nouveau programme, a été remise en cause par les événements survenus dans le pays depuis le 19 septembre 2002.

En **Guinée Bissau**, le Gouvernement avait mis en place, le 15 décembre 2000, un programme au titre de la FRPC couvrant la période 2000-2003. En raison de difficultés d'application, cet accord a été suspendu et remplacé par un Programme Macroéconomique de Court Terme (PMCT), visant principalement à renforcer la rigueur budgétaire.

Un Plan de Gestion de Trésorerie sur une base mensuelle, couvrant la période allant d'octobre 2002 à juin 2003, a été mis en place par les autorités au terme d'une mission du FMI qui a séjourné à Bissau du 25 octobre au 12 novembre 2002. L'ouverture des négociations pour la conclusion d'un programme économique de référence est conditionnée par la bonne exécution de ce Plan.

Il est ressorti de l'évaluation faite par la mission du FMI qu'au titre des performances macroéconomiques, le **taux de croissance réel** du PIB en 2002 serait de - 4,2% contre un taux positif de 5,7% initialement prévu et une quasi-stagnation de l'activité économique en 2001. Cette récession serait imputable à la baisse de 20,0% des cours mondiaux de la noix de cajou conjuguée à une contraction de 10% de sa production. En outre, les arriérés de paiement intérieurs accumulés par l'Etat et le non-paiement de plusieurs mois de salaires ont eu un impact négatif sur la consommation, induisant ainsi la cessation des activités de plusieurs entreprises. Le déficit du compte courant extérieur, hors dons, ressortirait à 24,1% du PIB, comparé à un objectif de 27,8%.

Au plan des **réformes structurelles**, la CERAMICA de BAFATA, entreprise de poterie moderne, la GUINAVE et GUINEMETAL opérant respectivement dans les activités portuaires et métalliques ont été privatisées. En outre, le Gouvernement a procédé à la démobilisation de plus de 4.000 soldats et agents des corps paramilitaires, ainsi qu'à la mise à la retraite des fonctionnaires âgés de plus de 60 ans. Dans le domaine social, la suppression des droits de scolarité pour les six premières classes et la distribution gratuite de fournitures ont permis d'augmenter le taux brut de scolarisation de 70% à 88%.

Au **Mali**, les Autorités ont conclu avec le FMI, le 6 août 1999, un accord triennal au titre de la FRPC dont la date d'expiration initialement prévue au 5 août 2002 a été prorogée au 5 août 2003. Une mission du FMI a séjourné à Bamako du 7 au 21 novembre 2002, dans le cadre de la cinquième revue du programme. Dans l'ensemble, la mise en œuvre du programme au titre de l'année 2002 a permis d'enregistrer des résultats appréciables, avec le respect de tous les critères quantitatifs et structurels à fin juin 2002.

Au titre des performances macroéconomiques, le **taux de croissance réel** du PIB est estimé à 9,6% en 2002 contre 1,5% un an plus tôt. Cette performance est liée principalement à une hausse de la production de coton, à un accroissement de la production céréalière au titre de la campagne 2001-2002 ainsi qu'à la progression de la production d'or.

Dans le domaine des **mesures structurelles**, le Gouvernement a adopté en juillet 2002 un mécanisme de fixation des prix au producteur de coton-graine, qui reflète l'évolution des cours mondiaux de la fibre de coton. De même, l'étude sur une nouvelle nomenclature budgétaire a été finalisée et le rapport provisoire de l'étude relative aux étapes et options de libéralisation du secteur coton a été présenté à la mission de restructuration de ce secteur, en octobre 2002. En outre, l'appel d'offres pour la vente par la CMDT et l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) des actifs nécessaires en vue de l'installation d'un opérateur privé en zone OHVN/Kita a été lancé en septembre 2002. Par ailleurs, le Gouvernement a adopté, en avril 2002, un plan d'actions pour la réforme de la fonction publique, et l'Assemblée Nationale a approuvé, en novembre 2002, le statut révisé des fonctionnaires de l'Etat. Par contre, le repère structurel portant sur l'élaboration d'un plan détaillé sur les étapes de la réforme du secteur coton n'a pas été respecté.

**Au Niger** un accord triennal au titre de la FRPC, couvrant la période 2000-2003, est en cours. Il ressort de l'évaluation préliminaire que le taux de croissance réel du PIB ressortirait à 3,0% en 2002 contre une prévision de 2,7% et une réalisation de 5,9% en 2001. Cette décélération résulte des difficultés rencontrées par le secteur primaire pour dépasser le niveau exceptionnel de production atteint l'année précédente. Le déficit du compte courant extérieur, hors dons, se situerait à 10,0% du PIB en 2002, comparé à un ratio de 7,2% en 2001, sous l'effet principalement d'une augmentation des importations de biens d'équipement.

Dans le domaine des **réformes structurelles**, des progrès notables ont été accomplis avec l'adoption de la nouvelle nomenclature budgétaire, la finalisation des travaux pour le passage à un nouveau plan comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2003 ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du mécanisme de détermination des prix à la pompe des produits pétroliers. Toutefois, des lenteurs ont été observées en matière de réforme du système financier notamment la restructuration de la banque Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT), ainsi que dans le processus de privatisation de la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC) et de la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP).

**Au Sénégal**, l'accord triennal FRPC adopté en avril 1998 est arrivé à échéance le 19 avril 2002.

**En 2002**, le taux de croissance réel du PIB est estimé à 2,4% contre 5,6% l'année précédente, du fait des conditions climatiques défavorables et des difficultés de la filière de l'arachide à la suite de la dissolution de la Société Nationale des Graines (SONAGRAINES). Le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, ressortirait à 6,3% du PIB, en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Au titre des **réformes structurelles**, les Autorités ont mis l'accent sur la restructuration de la filière arachidière qui s'est traduite par l'adoption d'un système de collecte des arachides, impliquant les opérateurs privés, et d'un mécanisme de fixation du prix au producteur dans le cadre d'une concertation interprofessionnelle. Parallèlement, le processus de privatisation de la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal (SONACOS) a été amorcé par le lancement d'un appel d'offres pour la sélection d'un cabinet devant aider à définir la stratégie de privatisation de l'entreprise. Par ailleurs, la restauration de la viabilité financière du Fonds National de Retraite (FNR) a été assurée par l'élargissement de la base des contributions au régime de pension des agents de l'Etat, la révision de l'assiette de calcul des prestations et le relèvement de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans. En revanche, l'assainissement financier de la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) n'a pas été assuré comme prévu, nonobstant une augmentation de 10% des tarifs de l'électricité intervenue en mars 2002 et une subvention de 10,0 milliards accordée par l'Etat.

Au **Togo**, les Autorités ont exécuté un programme intérimaire renforcé de neuf mois ayant couvert la période de janvier à septembre 2002. L'objectif principal était d'assainir les finances publiques notamment par une amélioration du recouvrement des recettes et une maîtrise des dépenses.

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques enregistrés en 2002 ont été encourageants, nonobstant l'absence de mobilisation de concours extérieurs. Le taux de croissance réel du PIB est estimé à 2,9% contre 0,6% l'année précédente, à la faveur d'une bonne performance du secteur agricole. Le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, ressortirait à 18,4% du PIB.

Au titre des **réformes structurelles**, le programme de privatisation s'est poursuivi avec la définition de la stratégie de retrait de l'Etat de la Société Inter-Africaine de Banque (SIAB) et de TOGOTELECOM. Par ailleurs, les discussions sont en cours pour la cession de la Banque Togolaise de Développement (BTD).

### **II.8.3. Evolution des transferts**

Les transferts reçus de l'extérieur et ceux émis par les banques primaires et les Trésors nationaux, via la Banque Centrale, se sont soldés par des entrées nettes de devises de 171,4 milliards en janvier 2003 contre 151,9 milliards un mois auparavant. Cette évolution est imputable à la fois aux transferts nets émis par les banques (123,9 milliards) et par les Trésors (41,3 milliards). Par pays, ces flux nets positifs sont

imputables à la Côte d'Ivoire (181,03 milliards), au Mali (37,8 milliards), à la Guinée Bissau (772 millions) et au Niger (510 millions). En revanche, ils ont été négatifs pour le Bénin (-19,9 milliards), le Sénégal (-13,0 milliards), le Burkina (-9,3 milliards) et le Togo (-6,5 milliards).

En janvier 2002, les transferts reçus et émis, via la Banque Centrale, se sont soldés par **une entrée nette de devises d'une valeur de 82,7 milliards**. Cette évolution est imputable aux banques (122,5 milliards). En revanche, les transferts nets des Trésors sont ressortis négatifs (-38,5 milliards).



## **LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - UEMOA : évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - UEMOA : évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE III** - UEMOA : productions des principales cultures vivrières

**ANNEXE IV** - UEMOA : production et commercialisation des produits agricoles

**ANNEXE V** - UEMOA : productions minières

**ANNEXE VI** - UEMOA : indices des prix à la consommation (variation mensuelle)

**ANNEXE VII** - UEMOA : indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VIII** - UEMOA : suivi des indicateurs monétaires (en milliards de FCFA)

**ANNEXE IX** - UEMOA : suivi des indicateurs monétaires (en milliards de FCFA)

**ANNEXE X** - UEMOA : évolution des transferts cumulés à fin janvier 2003

**EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTEES PAR L'UEMOA**

ANNEXE I

	Cacao en fèves	Café vert robusta	Coton fibre	Huile d'arachide	Huile de palme	Huile de palmiste
	Cts/Lb			\$/TM		
<b>Janv 00</b>	41,63	53,13	56,32	788,57	346,19	640,60
Févr	38,97	48,87	58,81	773,10	333,69	595,24
mars	42,25	46,23	62,05	755,00	351,96	563,37
avril	41,52	44,47	58,04	741,75	369,50	561,38
mai	41,31	44,34	62,06	727,39	323,37	483,48
juin	42,80	42,65	59,24	715,00	311,82	440,91
juillet	42,44	40,73	59,48	679,05	310,71	404,14
août	39,86	38,30	64,25	668,52	308,05	369,66
septembre	40,04	38,73	64,42	676,90	287,48	327,14
octobre	39,88	36,16	64,73	681,90	262,14	315,71
novembre	36,38	32,84	67,66	694,29	255,60	352,26
Décembre	36,42	30,72	67,24	696,75	265,38	313,38
<b>Janv 01</b>	43,78	32,4	61,79	695,00	254,73	301,70
Févr	52,11	31,6	57,32	695,00	237,00	270,13
mars	51,33	30,6	51,58	693,41	250,23	276,82
Avril	49,17	28,45	47,22	698,57	254,52	283,10
Mai	49,12	29,53	46,21	695,43	236,41	287,72
Juin	43,71	28,69	42,81	684,52	254,05	311,67
Juillet	43,92	27,46	41,59	674,66	327,55	342,73
Août	46,86	25,82	45,08	665,00	358,48	369,35
Septembre	45,83	24,47	43,55	665,00	301,13	319,25
octobre	49,44	23,96	32,68	665,57	270,11	284,20
novembre	56,33	24,23	35,79	667,50	320,50	320,38
décembre	60,56	24,62	37,83	667,86	322,38	312,14
<b>janvier 2002</b>	62,68	22,77	38,37	666,59	334,09	330,00
février	67,41	24,34	37,39	665,00	331,63	357,25
mars	71,93	28,81	39,44	665,48	338,57	359,17
Avril	71,21	29,00	37,80	652,07	347,50	407,84
Mai	72,39	27,89	37,56	641,52	371,61	418,80
Juin	75,61	28,10	43,08	630,25	409,25	441,73
Juillet	84,31	28,46	47,34	628,91	404,35	435,52
Août	88,60	27,59	46,22	659,29	429,05	434,88
Septembre	97,77	31,51	44,43	710,00	399,76	410,57
Octobre	100,68	32,88	46,47	727,17	408,26	425,65
Novembre	82,64	37,08	50,34	790,71	439,40	455,95
Décembre	92,38	38,14	55,38	870,00	460,00	510,00
<b>Janvier 2003</b>	98,47	40,44	54,85	870,00	457,84	491,36

Source: Reuters

## EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

	Baril de pétrole	Caoutchouc	or brut	noix de cajou
	\$/baril	Pence/kg	\$/once	\$/tonne
<b>Janv 00</b>	26,02	47,46	284,60	697,00
Févr	28,15	52,81	299,61	667,00
mars	28,54	49,77	286,39	666,31
avril	24,89	50,55	279,70	656,00
mai	28,39	50,98	275,13	656,00
juin	30,12	51,18	285,71	653,73
juillet	29,20	50,48	281,61	618,43
août	30,49	53,94	274,26	616,71
septembre	33,00	53,62	273,58	591,96
octobre	32,22	54,70	270,25	572,38
novembre	33,37	52,71	265,72	540,71
Décembre	27,69	51,23	271,50	534,95
<b>Janv 01</b>	28,11	50,06	266,30	518,32
Févr	29,33	50,08	262,50	477,15
mars	27,41	48,24	264,90	459,32
Avril	28,00	48,89	260,55	496,10
Mai	29,09	50,78	271,94	448,35
Juin	27,74	51,81	270,35	249,95
Juillet	26,24	50,25	267,53	216,05
Août	26,83	48,24	272,58	210,96
Septembre	26,50	45,35	283,42	209,00
octobre	22,57	44,98	283,28	210,27
novembre	19,82	43,91	275,81	450,00
décembre	19,68	41,75	275,99	450,00
<b>janvier 2002</b>	20,06	47,30	281,40	450,00
février	21,07	51,29	295,43	450,00
mars	24,82	53,23	293,17	450,00
Avril	26,28	52,26	302,65	450,00
Mai	26,50	52,92	314,51	450,00
Juin	26,01	54,25	321,75	450,00
Juillet	26,77	86,95	313,26	450,00
Août	27,63	90,39	309,77	450,00
Septembre	29,63	98,39	319,14	450,00
octobre	28,68	91,19	316,47	450,00
Novembre	24,26	91,48	319,08	450,00
Décembre	31,10	90,50	347,20	450,00
<b>Janvier 2003</b>	31,88	91,91	357,01	450,00

Source: Reuters

**PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES**  
(en milliers de tonnes)

ANNEE	1993/1994	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003*
<b>PAYS</b>										
<b>BENIN</b>										
<i>volume</i>	2972,7	3062,6	3351,4	3576,3	4274,8	4513,8	4807,2	5504,5	5720,0	5748,6
<i>variation (%)</i>		3,0%	9,4%	6,7%	19,5%	5,6%	6,5%	14,5%	3,9%	0,5%
<b>BURKINA</b>										
<i>volume</i>	2481,5	2475,1	2296,4	2481,8	2095,8	2456,8	2699,9	2287,4	3101,0	3119,1
<i>variation (%)</i>		-0,3%	-7,2%	8,1%	-15,6%	17,2%	9,9%	-15,3%	35,6%	0,6%
<b>COTE D'IVOIRE</b>										
<i>volume</i>	7339,7	5556	5845,4	5370,8	5744,7	7567,6	7787,9	8057,9	8413,8	8235,8
<i>variation (%)</i>		-24,3%	5,2%	-8,1%	7,0%	31,7%	2,9%	3,5%	4,4%	-2,1%
<b>GUINEE BISSAU</b>										
<i>volume</i>	165,3	168,3	179,1	206,1	172,801	131,3	141,666	167,112	188,72	168,52
<i>variation (%)</i>		1,8%	6,4%	15,1%	-16,2%	-24,0%	7,9%	18,0%	12,9%	-10,7%
<b>MALI</b>										
<i>volume</i>	1981,6	2198,3	1935,0	1970,4	1915,9	2524,9	2854,8	2425,2	2582,8	2518,2
<i>variation (%)</i>		10,9%	-12,0%	1,8%	-2,8%	31,8%	13,1%	-15,0%	6,5%	-2,5%
<b>NIGER</b>										
<i>volume</i>	2938,2	2813,2	2541,5	2702,8	2212,0	3548,0	3291,2	2739,3	3159,2	3160,9
<i>variation (%)</i>		-4,3%	-9,7%	6,3%	-18,2%	60,4%	-7,2%	-16,8%	15,3%	0,1%
<b>SENEGAL</b>										
<i>volume</i>	1163,2	1049,3	1156,9	1033,7	847,1	836,5	1427,6	1206,0	1131,3	901,5
<i>variation (%)</i>		-9,8%	10,3%	-10,6%	-18,0%	-1,2%	70,7%	-15,5%	-6,2%	-20,3%
<b>TOGO</b>										
<i>volume</i>	1587,1	1507,7	1749,8	1870,7	2064,4	2889,2	3279,3	3098,1	2975,2	3094,5
<i>variation (%)</i>		-5,0%	16,1%	6,9%	10,4%	40,0%	13,5%	-5,5%	-4,0%	4,0%
<b>UEMOA</b>										
<i>volume</i>	20629,3	18830,5	19055,4	19212,6	19327,5	24468,1	26289,6	25485,5	27272,0	26947,1
<i>variation (%)</i>		-8,7%	1,2%	0,8%	0,6%	26,6%	7,4%	-3,1%	7,0%	-1,2%

NB: les cultures concernent le maïs, mil et sorgho, riz, igname, manioc, haricot et banane plantain

\* Previsions

**UEMOA : PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES**  
( en milliers de tonnes)

PRODUITS	95-96	96-97	97-98	98-99	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003*
<b>PRODUCTION ARACHIDES</b>								
<i>Bénin</i>	57,57	65,532	102,341	98,897	100,9	121,2	125,4	146,2
<i>Burkina (décor.)*</i>	213,3	223,8	151,1	214,8	282,8	169,1	301,1	323,6
<i>Mali (coque)</i>	155,541	132,788	142,887	150,6	158,4	166,3	176,3	185,2
<i>Niger (coque)</i>	102,6	196	87,9	99	112,1	154,8	82,0	149,5
<i>Sénégal (coque)**</i>	337,8	148,6	544,8	579,1	1014,2	1061,5	943,8	265,3
<i>Togo (décor.)</i>	35,1	55,4	34,2	27,2	35,4	26,0	33,0	33,2
<b>TOTAL</b>	<b>901,9</b>	<b>822,1</b>	<b>1063,2</b>	<b>1169,6</b>	<b>1703,7</b>	<b>1698,9</b>	<b>1661,6</b>	<b>1103,1</b>
<b>ARACHIDES (commercialisation)</b>								
<i>Sénégal</i>	337,8	148,6	239,4	319,7	551,4	579,9	334,0	200,0
<b>CAFE</b>								
<i>Côte d'Ivoire</i>	176,1	322,7	311,0	130,1	379,0	301,1	182,0	218,8
<i>Togo</i>	6,5	22,4	10,3	19,3	16,7	12,6	6,0	20,6
<b>UEMOA</b>	<b>182,6</b>	<b>345,1</b>	<b>321,3</b>	<b>149,4</b>	<b>395,7</b>	<b>313,7</b>	<b>188,0</b>	<b>239,4</b>
<b>CACAO</b>								
<i>Côte d'Ivoire</i>	1264,8	1130,0	1090,3	1175,4	1412,4	1212,4	1264,7	1200,0
<i>Togo</i>	6,0	14,2	5,6	7,7	7,0	5,1	5,9	8,5
<b>UEMOA</b>	<b>1270,8</b>	<b>1144,2</b>	<b>1095,9</b>	<b>1183,1</b>	<b>1419,5</b>	<b>1217,5</b>	<b>1270,6</b>	<b>1208,5</b>
<b>COTON GRAINE</b>								
<i>Bénin</i>	349,6	348,8	359,2	335,1	362,2	336,6	411,8	450,0
<i>Burkina</i>	150,9	214,3	338,1	284,4	270,0	275,8	378,5	400,0
<i>Côte d'Ivoire</i>	221,8	265,1	337,1	360,8	399,5	287,0	393,0	343,2
<i>Mali</i>	405,9	470,1	538,3	518,8	459,1	250,0	570,9	419,4
<i>Niger</i>	14,0	10,4	nd	6,1	3,3	3,6	3,5	4,7
<i>Sénégal</i>	31,4	38,4	41,0	11,6	14,6	20,4	35,7	33,9
<i>Togo</i>	102,1	146,4	176,2	187,7	175,1	47,2	140,0	168,0
<b>UEMOA</b>	<b>1275,7</b>	<b>1493,5</b>	<b>1789,9</b>	<b>1704,4</b>	<b>1683,8</b>	<b>1220,5</b>	<b>1933,4</b>	<b>1819,3</b>

Sources : Organismes de commercialisation agricole

\* Prévisions

## UEMOA: PRODUCTIONS MINIERES

ANNEXE V

PRODUITS	2001	2002	Résultats provisoires				
			2002		2003		Var.% b/a
			a		b		
<b>DIAMANT (milliers de carats)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	309,0	306,5	27,0	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<i>exportations</i>	309,0	306,5	27,0	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<b>GAZ NATUREL (milliards de BTU)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	38602,1	53196,0	3962,5	31/01/2002	3062,9	31/01/2003	-22,7%
<b>PETROLE (milliers de barils)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	2099,3	5457,2	177,8	31/01/2002	536,4	31/01/2003	201,7%
<i>exportations</i>							
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>2099,3</b>	<b>5457,2</b>	<b>177,8</b>	31/01/2002	<b>536,4</b>	31/01/2003	201,7%
<i>exportations</i>							
<b>PHOSPHATE (milliers de tonnes)</b>							
<b>Sénégal</b>							
<i>productions</i>	1708,0	1710,1	134,9	31/01/2002	154,1	31/01/2003	14,2%
<i>exportations</i>	445,2	457,8	38,1	31/01/2002	55,6	31/01/2003	45,9%
<b>Togo</b>							
<i>productions</i>	1066,6	1379,9	94,7	31/01/2002	135,2	31/01/2003	42,8%
<i>exportations</i>	1304,2	1327,7	123,8	31/01/2002	84,2	31/01/2003	-32,0%
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>2774,6</b>	<b>3090,0</b>	<b>229,6</b>	31/01/2002	<b>289,4</b>	31/01/2003	<b>26,0%</b>
<i>exportations</i>	<b>1749,4</b>	<b>1785,5</b>	<b>161,9</b>	31/01/2002	<b>139,8</b>	31/01/2003	<b>-13,7%</b>
<b>OR (Kilogrammes)</b>							
<b>Burkina</b>							
<i>productions</i>	228,5	208,9	nd	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<i>exportations</i>	228,5	208,9	nd	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<b>Côte d'Ivoire (Ity, Somiaf et autres)</b>							
<i>productions</i>	3672,0	3569,8	348,0	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<i>exportations</i>	3672,0	3569,8	348,0	31/01/2002	nd	31/01/2003	
<b>Mali (Sadiola, Morila et Yatéla)</b>							
<i>productions</i>	53658,0	57964,7	4107,95	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%
<i>exportations</i>	57558,5	57964,7	4107,95	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>57558,5</b>	<b>61743,4</b>	<b>4456,0</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-11,8%
<i>exportations</i>	<b>61460,0</b>	<b>61743,4</b>	<b>4456,0</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-11,8%
<b>URANIUM (tonnes)</b>							
<b>Niger</b>							
<i>productions</i>	2917,4	3022,4	136,6	31/01/2002	0,0	31/01/2003	
<i>exportations</i>	2960,0	2960,0	90,0	31/01/2002	90	31/01/2003	0,0%

Sources : Sociétés minières des Etats

**UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION**  
(VARIATIONS MENSUELLES EN POURCENTAGE )

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
JANVIER 2000	0,2	0,0	0,3	-0,8	-2,8	0,3	0,4	0,8	0,2	2,3	-2,5	-3,4	-1,6	-0,3	-0,9	0,3	-0,2	-0,8	0,2	3,4	3,6	3,3	0,1	-0,3	0,3
FEVRIER	0,9	-0,4	1,7	-0,3	-1,2	0,2	0,0	-0,2	0,1	2,3	0,6	-0,1	1,3	-0,3	0,2	-0,7	-0,2	-0,5	0,0	0,1	-0,5	0,5	0,0	-0,4	0,2
MARS	2,2	4,1	1,0	-0,2	0,2	-0,4	1,4	4,7	-0,1	4,9	0,5	0,3	0,7	0,0	0,3	-0,2	0,5	0,4	0,5	-2,1	-4,1	-1,0	0,7	1,8	0,1
AVRIL	1,0	2,0	0,3	0,0	0,4	-0,2	0,7	2,0	0,1	12,2	0,5	-0,8	1,6	0,3	2,0	-1,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,5	0,3	0,4	0,9	0,0
MAI	1,1	1,6	0,7	2,6	5,0	1,5	0,8	0,8	0,8	-1,5	0,5	1,2	-0,1	3,6	4,1	3,2	-0,4	-1,4	0,3	0,5	0,8	0,4	0,8	0,8	0,8
JUIN	2,5	0,8	3,7	1,0	3,0	0,1	1,2	3,1	0,3	0,4	1,8	3,4	0,4	3,6	6,3	1,3	-1,1	-2,5	-0,1	-0,5	-0,2	-0,7	0,9	1,7	0,5
JUILLET	-0,9	-2,0	-0,1	-1,2	-3,3	-0,2	0,2	0,0	0,3	2,3	1,0	1,7	0,4	-0,7	-1,8	0,2	1,4	3,3	0,1	-1,6	-3,2	-0,7	0,1	0,2	0,0
AOÛT	-0,5	-0,7	-0,4	-0,1	-1,5	0,6	0,4	-2,3	1,7	-9,2	0,1	-0,4	0,6	-0,6	-1,8	0,4	0,4	1,4	-0,3	-2,0	-4,2	-0,8	0,1	-1,1	0,8
SEPTEMBRE	-0,6	-3,4	1,1	-0,8	-2,8	0,1	-0,8	-2,8	0,2	3,2	0,2	0,2	0,2	-0,7	-2,0	0,4	2,2	4,8	0,4	-1,8	-8,5	1,8	-0,1	-1,0	0,5
OCTOBRE	1,7	2,1	1,4	0,8	2,7	-0,2	-0,3	-1,2	0,2	1,5	0,3	0,3	0,3	-0,5	-2,0	0,9	-0,1	-1,6	1,0	-0,1	-0,7	0,2	0,0	-0,7	0,4
NOVEMBRE	0,3	-0,1	0,5	0,8	-1,3	1,9	-0,6	-2,2	0,1	-4,7	0,2	0,5	-0,1	0,1	0,0	0,2	-1,2	-3,3	0,2	0,4	-0,2	0,7	-0,4	-1,6	0,4
DECEMBRE	1,7	4,2	0,2	0,6	1,1	0,3	0,2	0,5	0,1	3,5	-0,7	-1,5	0,1	0,2	0,8	-0,3	0,2	0,5	0,0	1,4	4,9	-0,2	0,4	1,0	0,0
JANVIER 2001	-2,0	-4,2	-0,7	0,4	-0,1	0,6	1,8	4,7	0,5	-1,8	-1,2	-2,1	-0,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,3	0,4	0,3	2,1	5,4	0,4	0,6	1,3	0,2
FEVRIER	-1,0	-3,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,5	1,1	0,2	0,0	-0,2	-0,9	0,5	-0,5	-0,6	-0,5	-0,1	-0,2	-0,1	1,2	3,0	0,3	0,1	0,1	0,1
MARS	1,6	3,6	0,5	2,5	8,2	-0,2	0,6	1,7	-0,1	0,7	1,8	3,6	0,2	1,7	3,6	0,2	-0,2	-0,5	0,0	1,4	0,7	1,7	0,9	2,0	0,2
AVRIL	1,2	2,4	0,5	-1,2	-3,2	-0,2	0,4	0,3	0,4	2,9	1,4	2,8	0,1	1,9	3,2	0,8	-0,2	-0,4	-0,1	1,2	3,4	0,1	0,5	0,8	0,3
MAI	1,7	3,8	0,4	1,7	5,1	0,1	1,2	2,4	0,6	0,3	0,8	1,0	0,5	0,4	1,4	-0,4	-0,3	-0,8	0,0	1,2	3,4	-0,1	0,9	1,8	0,3
JUIN	-0,5	-2,1	0,5	1,8	3,9	0,7	0,6	2,1	-0,2	3,6	1,5	3,2	0,0	1,4	4,1	-0,9	1,5	3,5	0,1	0,4	1,2	0,0	0,9	2,4	0,0
JUILLET	0,3	1,0	-0,1	0,1	-0,3	0,3	-0,3	-1,3	0,2	-2,5	2,1	4,0	0,2	1,3	2,2	0,5	1,3	3,0	0,0	1,8	3,9	0,6	0,6	1,2	0,2
AOÛT	-1,0	-2,5	-0,1	0,2	1,7	-0,6	-0,1	-0,5	0,2	3,7	-0,1	-0,7	0,5	-0,4	-1,1	0,2	1,7	3,6	0,3	-0,5	-1,6	0,2	0,2	0,3	0,1
SEPTEMBRE	-0,3	-1,4	0,3	-2,7	-6,2	-0,9	-0,6	-1,8	0,0	-0,7	-0,5	-0,8	-0,1	0,1	0,6	-0,4	0,0	0,3	-0,3	-3,0	-8,3	0,1	-0,7	-1,6	-0,1
OCTOBRE	0,2	1,2	-0,4	1,5	2,3	1,2	0,2	-1,3	1,0	0,1	0,9	1,1	0,7	-1,8	-4,0	0,3	1,3	2,6	0,3	-0,9	-1,7	-0,5	0,4	0,2	0,6
NOVEMBRE	0,8	2,1	0,1	-1,3	-2,1	-0,9	0,1	-0,3	0,3	-5,5	-0,5	-0,4	-0,5	0,2	0,8	-0,4	-1,1	-2,7	0,2	1,0	1,6	0,7	-0,2	-0,6	0,1
DECEMBRE	1,4	4,2	-0,3	-1,9	-5,2	-0,2	0,3	0,0	0,4	-1,8	-0,8	-1,4	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,7	0,2	0,9	2,3	0,2	0,1	-0,1	0,2
JANVIER 2002	-1,8	-4,5	-0,1	0,4	1,3	-0,1	1,4	3,4	0,5	3,9	-0,6	-1,1	0,0	-0,4	-0,7	-0,2	-0,8	-0,7	-0,9	1,8	5,1	0,0	0,3	0,8	0,0
FEVRIER 2002	0,1	0,4	-0,1	2,4	4,9	1,1	0,0	0,7	-0,3	1,4	0,6	0,9	0,5	0,5	0,8	0,3	0,7	1,3	0,4	-0,8	-2,7	0,3	0,4	0,8	0,1
MARS 2002	0,3	1,9	-0,6	-0,1	-0,8	0,3	0,0	0,4	-0,2	0,8	1,3	1,6	1,0	0,4	0,2	0,4	0,2	1,0	-0,4	1,2	2,6	0,5	0,3	0,9	0,0
AVRIL 2002	1,5	2,6	0,8	0,7	0,2	1,0	0,3	1,5	-0,3	1,8	0,4	-0,1	0,8	0,6	0,9	0,3	0,0	-0,3	0,2	1,9	4,6	0,4	0,5	1,1	0,2
MAI 2002	-0,2	0,5	-0,7	1,7	3,8	0,6	0,2	1,2	-0,4	0,9	0,6	1,1	0,2	2,0	3,6	0,5	-0,2	-1,1	0,5	1,4	3,4	0,3	0,3	1,0	-0,1
JUIN 2002	1,7	2,7	1,0	1,5	4,6	-0,1	1,1	1,9	0,7	2,7	1,4	2,9	0,0	1,9	3,5	0,4	-0,8	-1,9	0,0	-0,5	-0,4	-0,6	0,7	1,3	0,3
JUILLET 2002	1,9	4,8	0,0	-0,5	-1,5	0,0	-1,1	-2,3	-0,4	-3,0	1,9	3,2	0,5	-0,4	-0,7	-0,2	1,0	2,1	0,2	-1,9	-5,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
AOÛT 2002	-2,6	-6,7	0,2	1,2	1,0	1,3	-0,1	-0,3	0,0	0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-1,9	0,0	1,0	2,3	0,0	-1,4	-4,6	0,6	-0,1	-0,7	0,3
SEPTEMBRE 2002	-1,5	-5,7	1,1	-2,4	-5,3	-0,9	0,1	0,0	0,1	0,1	-1,4	-2,8	0,0	-1,3	-2,7	0,1	1,0	2,4	-0,1	-1,3	-5,1	0,8	-0,3	-1,1	0,1
OCTOBRE 2002	0,3	0,9	0,0	-0,4	-1,5	0,1	0,6	1,0	0,4	-1,5	1,3	2,6	0,1	-0,3	-1,2	0,5	-1,2	-3,1	0,3	0,5	-0,3	1,0	0,1	-0,3	0,3
NOVEMBRE 2002	1,4	3,8	-0,1	0,3	1,2	-0,1	0,7	1,7	0,2	1,4	-0,1	-0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,8	0,0	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	1,2	0,2
DECEMBRE 2002	0,3	0,1	0,5	-0,8	-2,6	0,1	1,1	2,3	0,4	-1,6	-1,3	-2,9	0,3	-1,8	-3,8	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,8	2,7	-0,1	0,3	0,3	0,2
JANVIER 2003	-0,2	0,3	-0,6	0,3	-1,5	1,1	0,3	0,3	0,3	-0,3	-2,0	-3,5	-0,4	-1,0	-1,9	-0,1	-0,6	-0,9	-0,4	0,1	2,0	-0,9	-0,2	-0,5	0,0

## UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

ANNEXE VII

(GLISSEMENTS ANNUELS EN POURCENTAGE )

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA			
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	
JANVIER 2000	-2,1	-5,5	0,2	0,4	-3,2	2,2	0,6	-6,1	4,0	-8,9	-1,5	-3,5	0,4	0,3	-1,7	2,0	0,6	-1,7	2,3	5,7	6,1	5,6	0,5	-3,3	2,8	
FÉVRIER	0,2	-2,3	1,8	-0,1	-5,2	2,5	0,4	-6,2	3,7	-7,8	-0,9	-3,5	1,6	0,3	-1,0	1,4	0,6	-1,2	1,8	7,8	9,9	6,5	0,8	-2,8	3,0	
MARS	3,4	5,4	2,2	-0,2	-4,7	2,1	1,9	-1,2	3,5	-3,0	-1,0	-4,6	2,4	0,1	0,2	0,0	1,4	-0,3	2,6	5,6	5,3	5,7	1,7	-0,5	3,0	
AVRIL	1,3	-1,1	2,9	-2,0	-8,3	1,4	1,5	1,4	1,6	4,3	-0,6	-5,6	4,2	0,1	1,9	-1,4	1,5	-0,3	2,7	5,5	4,5	6,0	1,6	-0,4	2,8	
MAI	2,1	-0,3	3,8	-0,4	-5,5	2,3	3,0	1,0	4,1	18,6	-1,6	-6,8	3,5	2,9	4,1	1,9	1,4	0,3	2,1	4,5	0,7	6,9	2,1	-0,4	3,6	
JUIN	6,1	3,5	7,7	-0,6	-6,2	2,6	3,6	2,7	4,1	17,4	-1,7	-7,3	3,9	5,7	8,7	3,2	0,3	-2,3	2,1	3,4	-1,1	6,1	2,5	0,2	4,0	
JUILLET	5,3	1,4	7,9	-1,1	-8,1	2,7	3,6	2,4	4,2	17,8	-2,8	-9,2	3,8	4,4	5,5	3,4	-0,2	-3,6	2,3	2,0	-3,1	5,1	1,9	-1,2	3,9	
AOÛT	4,1	-0,6	7,3	-0,8	-7,6	2,8	2,8	0,3	4,0	9,1	-1,7	-6,5	3,0	3,9	4,3	3,6	-0,9	-3,9	1,4	-1,2	-6,3	1,8	1,3	-2,2	3,5	
SEPTEMBRE	4,7	-1,2	8,5	-0,9	-7,1	2,2	1,9	-1,2	3,4	11,9	-1,0	-4,1	2,1	3,3	2,3	4,1	1,2	1,2	1,3	-2,9	-14,8	4,1	1,4	-1,9	3,4	
OCTOBRE	7,2	3,1	9,9	-1,2	-6,4	1,5	3,0	1,6	3,6	16,8	0,4	-3,0	3,6	4,4	3,8	4,9	1,4	0,5	2,1	-2,5	-12,9	3,4	2,1	-0,4	3,6	
NOVEMBRE	8,1	4,1	10,6	0,8	-5,2	3,9	3,5	2,8	3,8	13,1	1,4	-0,8	3,4	4,7	4,1	5,1	0,4	-2,0	2,1	-2,2	-13,5	4,3	2,5	-0,2	4,1	
DECEMBRE	9,9	8,3	10,8	2,4	-0,9	3,9	3,6	2,9	3,9	12,8	2,5	1,3	3,6	4,6	4,8	4,5	1,3	0,1	2,2	-2,5	-12,9	3,7	3,1	1,3	4,1	
<b>MOYENNE 2000</b>	<b>4,2</b>	<b>1,2</b>	<b>6,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>3,8</b>		<b>-0,7</b>	<b>-4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>-3,3</b>	<b>4,9</b>	<b>1,8</b>	<b>-1,0</b>	<b>3,5</b>	
JANVIER 2001	7,5	3,7	9,8	3,5	1,9	4,3	5,0	6,9	4,2	12,0	3,9	2,7	4,9	3,9	4,6	3,3	1,8	1,3	2,2	-3,7	-11,3	0,8	3,6	2,9	4,0	
FÉVRIER	5,4	0,9	8,1	3,9	3,4	4,2	5,6	8,3	4,3	9,5	3,0	1,8	4,1	3,6	3,7	3,6	1,9	1,5	2,3	-2,7	-8,1	0,5	3,7	3,4	3,9	
MARS	4,8	0,5	7,6	6,7	11,6	4,4	4,7	5,3	4,4	5,1	4,3	5,2	3,6	5,4	4,0	1,3	0,6	1,7	0,8	-3,5	3,3	3,8	3,6	4,0		
Avril	5,0	0,9	7,7	5,4	7,6	4,4	4,4	3,6	4,8	-1,4	5,2	8,9	2,1	7,1	8,4	6,1	1,2	0,3	1,8	2,1	0,2	3,2	3,9	3,4	4,2	
Mai	5,7	3,0	7,4	4,6	7,7	3,0	4,8	5,2	4,6	-3,8	5,5	8,7	2,7	3,9	5,6	2,4	1,3	0,9	1,5	2,7	2,8	2,6	4,0	4,4	3,7	
Juin	2,6	0,1	4,1	5,4	8,7	3,7	4,1	4,2	4,1	1,2	5,2	8,4	2,3	1,7	3,4	0,2	3,9	7,1	1,8	3,7	4,3	3,4	3,9	5,0	3,2	
Juillet	3,8	3,1	4,2	6,7	12,1	4,1	3,7	2,9	4,1	-3,5	6,3	10,9	2,1	3,8	7,5	0,4	3,8	6,7	1,7	7,4	11,9	4,9	4,4	6,1	3,3	
Août	3,2	1,2	4,5	7,0	15,8	2,8	3,2	4,7	2,5	10,3	6,1	11,5	2,1	3,9	8,3	0,1	5,1	9,1	2,3	9,1	14,9	6,0	4,6	7,6	2,7	
Septembre	3,6	3,3	3,6	5,0	11,7	1,9	3,4	6,0	2,2	6,2	5,5	9,5	1,9	4,8	11,2	-0,7	2,8	4,4	1,6	7,6	15,2	4,0	3,9	7,0	2,2	
Octobre	2,1	2,4	1,8	5,8	11,2	3,2	3,9	5,8	3,1	4,7	6,1	10,3	2,3	3,4	9,0	-1,3	4,2	8,8	1,0	6,8	14,0	3,3	4,3	7,8	2,3	
Novembre	2,6	4,7	1,5	3,5	10,3	0,4	4,7	7,7	3,3	3,8	5,4	9,3	1,8	3,5	9,9	-1,8	4,4	9,4	0,9	7,4	16,1	3,3	4,5	8,8	2,0	
décembre	2,3	4,6	1,0	1,0	3,4	-0,1	4,8	7,2	3,7	-1,5	5,2	9,5	1,5	3,2	8,8	-1,5	4,0	8,1	1,2	6,9	13,1	3,7	4,2	7,7	2,2	
<b>MOYENNE 2001</b>																										
JANVIER 2002	2,6	4,3	1,5	1,0	4,8	-0,8	4,4	5,9	3,7	3,2	5,9	10,5	1,8	3,8	9,3	-0,8	2,8	6,9	0,0	6,6	12,9	3,3	3,9	7,2	2,0	
FEV 2002	3,7	8,1	1,2	3,3	9,7	0,3	3,9	5,4	3,2	4,9	6,8	12,5	1,8	4,9	10,9	-0,1	3,7	8,5	0,3	4,5	6,5	3,4	4,1	7,9	2,0	
MARS 2002	2,4	6,3	0,1	0,7	0,6	0,8	3,4	4,1	3,0	5,4	6,3	10,3	2,7	3,4	7,4	0,1	4,1	10,1	-0,1	4,3	8,6	2,1	3,6	6,7	1,9	
AVRIL 2002	2,7	6,5	0,4	2,6	4,1	1,9	3,3	5,3	2,3	4,4	5,2	7,3	3,4	2,1	5,0	-0,4	4,3	10,3	0,2	5,0	9,9	2,3	3,6	7,0	2,1	
MAI 2002	0,7	3,1	-0,7	2,6	2,9	2,4	2,2	4,1	1,3	3,3	5,1	7,4	3,0	3,7	7,3	0,5	4,4	9,9	0,7	5,3	9,9	2,7	3,1	6,2	2,7	
JUIN 2002	2,9	8,2	-0,3	2,3	3,5	1,6	2,7	3,9	2,1	4,1	5,0	7,2	3,0	4,2	6,7	1,9	2,0	4,1	0,5	4,3	8,1	2,1	2,9	5,2	0,6	
JUILLET 2002	4,5	12,4	-0,3	1,7	2,2	1,4	1,9	2,8	1,4	8,9	4,8	6,3	3,4	2,4	3,7	1,2	1,8	3,1	0,8	0,5	-1,1	1,4	2,3	3,9	1,2	
AOÛT 2002	2,8	7,5	0,1	2,7	1,5	3,3	1,9	2,9	1,3	0,4	4,8	6,6	3,0	1,9	2,8	1,0	1,1	1,8	0,5	-0,5	-4,2	1,7	1,9	2,9	1,3	
SEPTEMBRE 2002	1,6	2,7	0,9	3,1	2,5	3,3	2,5	4,8	1,4	1,2	3,8	4,5	3,1	0,5	-0,6	1,5	2,1	4,0	0,7	1,3	-0,9	2,5	2,3	3,5	1,6	
OCTOBRE 2002	1,8	2,4	1,3	1,1	-1,2	2,2	2,9	7,3	0,9	1,2	4,2	6,0	2,4	2,0	2,3	1,7	-0,4	-1,7	0,7	2,8	0,5	4,0	2,0	3,1	1,2	
NOVEMBRE 2002	2,3	4,2	1,2	2,8	2,1	3,1	3,6	9,5	0,8	6,9	4,6	5,7	3,4	2,4	2,1	2,6	1,1	1,9	0,5	1,6	-1,4	3,2	2,7	5,0	1,4	
DECEMBRE 2002	1,2	0,0	2,0	3,9	4,9	3,4	4,4	12,1	0,8	7,6	4,1	4,1	4,0	0,6	-1,7	2,7	1,4	3,0	0,2	1,6	-0,9	2,9	2,9	5,4	1,4	
<b>MOYENNE 2002</b>	<b>2,4</b>	<b>5,5</b>	<b>0,6</b>	<b>2,3</b>	<b>3,1</b>	<b>1,9</b>	<b>3,1</b>	<b>5,7</b>	<b>1,8</b>		<b>5,0</b>	<b>7,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>4,5</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>5,0</b>	<b>0,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>5,3</b>	<b>1,5</b>	
JANVIER 2003	2,8	5,1	1,5	3,8	2,1	4,7	3,2	8,8	0,6	3,2	2,6	1,6	3,5	0,1	-2,8	2,8	1,7	2,9	0,8	-0,2	-3,8	1,9	2,4	4,1	1,4	

Source : Instituts nationaux de statistique

NB : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation à partir de janvier 1998.

IPC : indice des prix à la consommation

IPA : indice des prix à la consommation du groupe alimentation

IPHA : indice des prix à la consommation hors alimentation

## UEMOA : SUIVI DES INDICATEURS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE F CFA)

BENIN	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	458,1	456,5	412,8	425,4	416,5	400,7	-15,8	-3,8	-12,5
<i>Banque centrale</i>	356,9	349,5	313,0	311,0	309,3	306,8	-2,5	-0,8	-14,0
<i>Banques</i>	101,2	107,0	99,8	114,4	107,2	93,9	-13,3	-12,4	-7,2
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	61,2	57,0	66,3	64,3	111,9	128,7	16,8	15,0	110,3
<i>PNG</i>	-108,9	-125,1	-143,3	-142,3	-110,4	-90,0	20,4	-18,5	-17,4
<i>Crédits à l'économie</i>	170,1	182,1	209,6	206,6	222,3	218,7	-3,6	-1,6	28,6
Court terme	103,8	115,8	141,5	139,5	157,7	155,8	-1,9	-1,2	50,1
<i>dont campagne</i>	2,1	18,9	30,2	18,0	19,8	24,1	4,3	21,7	1 047,6
Moyen et long terme	66,3	66,3	68,1	67,1	64,6	62,9	-1,7	-2,6	-5,1
<b>MASSE MONETAIRE</b>	527,0	513,9	477,4	479,0	503,8	513,1	9,3	1,8	-2,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	214,8	210,3	182,1	185,8	170,9	172,8	1,9	1,1	-19,6
<i>Dépôts</i>	312,2	303,6	295,3	293,2	332,9	340,3	7,4	2,2	9,0
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	-7,7	-0,4	1,7	10,7	24,6	16,3	-8,3	-33,7	-311,7

BURKINA	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	127,0	151,8	136,8	151,5	138,3	127,4	-10,9	-7,9	0,3
<i>Banque centrale</i>	67,5	79,4	69,0	52,2	80,9	76,5	-4,4	-5,4	13,3
<i>Banques</i>	59,5	72,4	67,8	99,3	57,4	50,9	-6,5	-11,3	-14,5
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	320,7	317,8	311,3	318,1	310,5	334,6	24,1	7,8	4,3
<i>PNG</i>	57,9	55,0	49,2	51,5	14,9	27,9	13,0	87,2	-51,8
<i>Crédits à l'économie</i>	262,8	262,8	262,1	266,6	295,6	306,7	11,1	3,8	16,7
Court terme	192,2	190,7	191,4	194,9	222,7	232,8	10,1	4,5	21,1
<i>dont campagne</i>	38,6	55,0	55,0	36,0	47,6	38,6	-9,0	-18,9	0,0
Moyen et long terme	70,6	72,1	70,7	71,7	72,9	73,9	1,0	1,4	4,7
<b>MASSE MONETAIRE</b>	432,4	451,1	430,3	453,9	430,5	438,8	8,3	1,9	1,5
<i>Circulation fiduciaire</i>	116,2	111,0	84,4	74,6	83,2	83,0	-0,2	-0,2	-28,6
<i>Dépôts</i>	316,2	340,1	345,9	379,3	347,3	355,8	8,5	2,4	12,5
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	15,3	18,5	17,8	15,7	18,3	23,2	4,9	26,8	51,6

COTE D'IVOIRE	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	407,7	479,5	523,7	466,7	844,6	977,2	132,6	15,7	139,7
<i>Banque centrale</i>	421,4	445,0	516,4	476,7	778,1	865,7	87,6	11,3	105,4
<i>Banques</i>	-13,7	34,5	7,3	-10,0	66,5	111,5	45,0	67,7	-913,9
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	1 597,2	1 515,2	1 529,2	1 601,7	1 688,8	1 572,3	-116,5	-6,9	-1,6
<i>PNG</i>	479,8	476,7	460,1	500,8	472,3	440,8	-31,5	-6,7	-8,1
<i>Crédits à l'économie</i>	1 117,4	1 038,5	1 069,1	1 100,9	1 216,5	1 131,5	-85,0	-7,0	1,3
Court terme	781,6	714,3	764,2	801,7	912,0	826,6	-85,4	-9,4	5,8
<i>dont campagne</i>	76,6	38,6	43,4	49,1	112,9	90,6	-22,3	-19,8	18,3
Moyen et long terme	335,8	324,2	304,9	299,2	304,5	304,9	0,4	0,1	-9,2
<b>MASSE MONETAIRE</b>	1 899,4	1 892,1	1 979,4	1 972,4	2 398,7	2 437,5	38,8	1,6	28,3
<i>Circulation fiduciaire</i>	764,6	735,8	740,4	735,5	1 146,7	1 150,5	3,8	0,3	50,5
<i>Dépôts</i>	1 134,8	1 156,3	1 239,0	1 236,9	1 252,0	1 287,0	35,0	2,8	13,4
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	105,5	102,6	73,5	96,0	134,7	112,0	-22,7	-16,9	6,2

GUINEE BISSAU	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	33,4	30,9	52,7	43,9	48,2	57,0	8,8	18,3	70,7
<i>Banque centrale</i>	39,4	35,5	55,8	47,4	51,2	51,8	0,6	1,2	31,5
<i>Banques</i>	-6,0	-4,6	-3,1	-3,5	-3,0	5,2	8,2	-273,3	-186,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	20,8	23,1	21,9	22,8	22,8	21,9	-0,9	-3,9	5,3
<i>PNG</i>	16,5	17,4	17,4	18,7	18,6	19,2	0,6	3,2	16,4
<i>Crédits à l'économie</i>	4,3	5,7	4,5	4,1	4,2	2,7	-1,5	-35,7	-37,2
Court terme	3,3	4,3	3,2	2,9	3,0	2,3	-0,7	-23,3	-30,3
Moyen et long terme	1,0	1,4	1,3	1,2	1,2	0,4	-0,8	-66,7	-60,0
<b>MASSE MONETAIRE</b>	73,9	70,5	87,8	81,3	86,3	78,5	-7,8	-9,0	6,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	55,7	54,4	72,3	64,4	70,2	70,3	0,1	0,1	26,2
<i>Dépôts</i>	18,2	16,1	15,5	16,9	16,1	8,2	-7,9	-49,1	-54,9
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	-19,7	-16,5	-13,2	-14,6	-15,3	0,4	15,7	-102,6	-102,0

## UEMOA : SUIVI DES INDICATEURS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE F CFA)

MALI	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	230,8	242,5	243,8	243,5	286,0	312,6	26,6	9,3	35,4
<i>Banque centrale</i>	146,6	177,3	201,8	196,4	239,3	269,3	30,0	12,5	83,7
<i>Banques</i>	84,2	65,2	42,0	47,1	46,7	43,3	-3,4	-7,3	-48,6
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	323,7	348,0	356,0	342,2	384,4	360,7	-23,7	-6,2	11,4
<i>PNG</i>	-31,1	-17,0	-8,7	-14,3	-27,8	-29,6	-1,8	6,5	-4,8
<i>Crédits à l'économie</i>	354,8	365,0	364,7	356,5	412,2	390,3	-21,9	-5,3	10,0
Court terme	269,4	277,5	261,6	256,8	307,4	283,2	-24,2	-7,9	5,1
<i>dont campagne</i>	18,6	32,1	50,7	40,2	0,0	15,2	15,2		-18,3
Moyen et long terme	85,4	87,5	103,1	99,7	104,8	107,1	2,3	2,2	25,4
<b>MASSE MONETAIRE</b>	503,0	550,7	553,8	534,4	623,1	635,0	11,9	1,9	26,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	189,5	212,6	235,9	218,6	247,5	247,8	0,3	0,1	30,8
<i>Dépôts</i>	313,5	338,1	317,9	315,8	375,6	387,2	11,6	3,1	23,5
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	51,5	39,8	46,0	51,3	47,3	38,3	-9,0	-19,0	-25,6

NIGER	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	12,2	9,3	11,8	24,1	15,4	20,9	5,5	35,7	71,3
<i>Banque centrale</i>	2,3	0,3	-6,6	3,3	1,5	0,7	-0,8	-53,3	-69,6
<i>Banques</i>	9,9	9,0	18,4	20,8	13,9	20,2	6,3	45,3	104,0
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	119,8	125,2	126,0	115,4	128,9	135,4	6,5	5,0	13,0
<i>PNG</i>	48,2	57,1	61,1	45,0	53,1	58,4	5,3	10,0	21,2
<i>Crédits à l'économie</i>	71,6	68,1	64,9	70,4	75,8	77,0	1,2	1,6	7,5
Court terme	56,8	54,0	52,5	57,7	62,7	63,1	0,4	0,6	11,1
Moyen et long terme	14,8	14,1	12,4	12,7	13,1	13,9	0,8	6,1	-6,1
<b>MASSE MONETAIRE</b>	131,8	130,9	134,3	133,8	136,5	147,5	11,0	8,1	11,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	44,6	45,9	42,0	39,3	39,3	40,3	1,0	2,5	-9,6
<i>Dépôts</i>	87,2	85,0	92,3	94,5	97,2	107,2	10,0	10,3	22,9
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	0,2	3,6	3,5	5,7	7,8	8,8	1,0	12,8	4 300,0

SENEGAL	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	198,3	221,2	180,5	208,3	296,8	294,9	-1,9	-0,6	48,7
<i>Banque centrale</i>	85,7	116,6	77,7	133,5	137,7	151,4	13,7	9,9	76,7
<i>Banques</i>	112,6	104,6	102,8	74,8	159,1	143,5	-15,6	-9,8	27,4
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	837,0	850,4	844,5	802,0	792,3	783,6	-8,7	-1,1	-6,4
<i>PNG</i>	178,2	185,9	166,7	107,0	104,7	91,4	-13,3	-12,7	-48,7
<i>Crédits à l'économie</i>	658,8	664,5	677,8	695,0	687,6	692,2	4,6	0,7	5,1
Court terme	389,1	396,5	408,1	428,3	409,2	423,0	13,8	3,4	8,7
<i>dont campagne</i>	10,0	16,7	20,8	16,2	0,9	3,9	3,0	333,3	-61,0
Moyen et long terme	269,7	268,0	269,7	266,7	278,4	269,2	-9,2	-3,3	-0,2
<b>MASSE MONETAIRE</b>	933,9	980,1	942,5	935,5	973,4	967,6	-5,8	-0,6	3,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	226,9	243,5	199,3	191,0	191,9	193,3	1,4	0,7	-14,8
<i>Dépôts</i>	707,0	736,6	743,2	744,5	781,5	774,3	-7,2	-0,9	9,5
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	101,4	91,5	82,5	74,8	115,7	110,9	-4,8	-4,1	9,4

TOGO	janv-02	mars-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	69,0	76,1	67,9	73,8	69,3	79,4	10,1	14,6	15,1
<i>Banque centrale</i>	37,9	50,8	50,9	56,4	50,4	68,6	18,2	36,1	81,0
<i>Banques</i>	31,1	25,3	17,0	17,4	18,9	10,8	-8,1	-42,9	-65,3
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	180,5	174,2	178,6	168,3	164,0	161,8	-2,2	-1,3	-10,4
<i>PNG</i>	48,5	46,8	42,5	38,1	35,8	33,0	-2,8	-7,8	-32,0
<i>Crédits à l'économie</i>	132,0	127,4	136,1	130,2	128,2	128,8	0,6	0,5	-2,4
Court terme	64,8	61,7	64,4	62,0	67,2	67,7	0,5	0,7	4,5
<i>dont campagne</i>	1,4	1,3	1,0	0,8	0,3	0,3	0,0	0,0	-78,6
Moyen et long terme	67,2	65,7	71,7	68,2	61,0	61,1	0,1	0,2	-9,1
<b>MASSE MONETAIRE</b>	248,1	249,6	253,7	248,1	234,0	243,8	9,8	4,2	-1,7
<i>Circulation fiduciaire</i>	82,1	87,1	86,3	83,8	63,2	64,2	1,0	1,6	-21,8
<i>Dépôts</i>	166,0	162,5	167,4	164,3	170,8	179,6	8,8	5,2	8,2
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	1,4	0,7	-7,2	-6,0	-0,7	-2,6	-1,9	271,4	-285,7

**VENTILATION DES TRANSFERTS (\*)**  
**PERIODE DU 02 AU 31 JANVIER 2003**

( en millions de FCFA )

PAYS	TRANSFERTS SUR U M O A				TRANSFERTS SUR EXTERIEUR				FLUX NET				Rappel
	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total	déc-02
BENIN	7 211	3 535	331	11 077	27 117	3 874	5	30 996	-19 906	-339	326	-19 919	-6 955
BURKINA	4 035	4 501	27	8 563	15 703	2 028	169	17 900	-11 668	2 473	-142	-9 337	9 339
COTE D'IVOIRE	162 084	30 482	86	192 652	935	10 547	140	11 622	161 149	19 935	-54	181 030	148 328
GUINEE BISSAU	14	744	35	793	0	0	21	21	14	744	14	772	3 160
MALI	22 268	24 009	9	46 286	4 844	3 600	11	8 455	17 424	20 409	-2	37 831	18 891
NIGER	8 380	3 760	151	12 291	9 684	2 086	11	11 781	-1 304	1 674	140	510	6 298
SENEGAL	15 161	3 892	363	19 416	25 523	6 889	14	32 426	-10 362	-2 997	349	-13 010	-3 623
TOGO	18	19	7 144	7 181	11 411	635	1 625	13 671	-11 393	-616	5 519	-6 490	-23 459
<b>Totaux</b>	<b>219 171</b>	<b>70 942</b>	<b>8 146</b>	<b>298 259</b>	<b>95 217</b>	<b>29 659</b>	<b>1 996</b>	<b>126 872</b>	<b>123 954</b>	<b>41 283</b>	<b>6 150</b>	<b>171 387</b>	<b>151 979</b>
rappel déc. 02	202 851	85 724	2 594	291 169	93 997	43 988	1 205	139 190	108 854	41 736	1 389	151 979	
variation	16 320	-14 782	5 552	7 090	1 220	-14 329	791	-12 318	15 100	-453	4 761	19 408	
en %	8,0	-17,2	214,0	2,4	1,3	-32,6	65,6	-8,8	13,9	1,1	342,8	12,8	

(\*) non compris les transferts émis par le siège de la BCEAO